



HAL
open science

Introduction à l'analyse économique de la guerre

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

| Jacques Fontanel. Introduction à l'analyse économique de la guerre. 2022. <hal-03780322>

HAL Id: hal-03780322

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03780322v1>

Submitted on 19 Sep 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

INTRODUCTION A L'ANALYSE ECONOMIQUE DE LA GUERRE

Jacques Fontanel

Document du Séminaire,
ILERI, 2022.

L'analyse économique de la guerre reste profondément dépendante de réflexions philosophiques exprimées ou sous-jacentes. L'économie politique était fondée sur des réflexions philosophiques portant notamment sur la vie en société, des mercantilistes à la recherche de la puissance du Prince aux marxistes adversaires résolus de la lutte des classes inhérente au capitalisme, en passant par les analyses humanistes, anarchistes, étatiques ou socialistes souvent regroupées sous la dénomination marxiste inexacte de « socialistes utopiques » et les réflexions keynésiennes donnant à l'Etat un rôle qui lui est aujourd'hui rendu si difficile du fait de la régionalisation et de la globalisation. Le passage de l'économie politique à la science économique a progressivement déconnecté les analyses formalisées de toutes les formes de conflits entre les Etats ou à l'intérieur des Nations. Il témoigne de l'importance accordée encore aujourd'hui à la « main invisible » et aux analyses néo-classiques libérales qui valorisent toujours l'intérêt personnel et l'Etat gendarme comme bases fondamentales et optimales de la vie économique. Pourtant, le XXe siècle met en évidence la permanence des conflits et des guerres. Il est aujourd'hui essentiel, pour comprendre l'économie d'aujourd'hui, d'intégrer dans les réflexions économiques le fonctionnement de systèmes politiques lesquels, sous les déclarations favorables au fonctionnement de l'économie de marché, continuent à exercer des influences qui s'apparentent à des politiques de type mercantiliste. Le développement économique va de pair avec la puissance de l'Etat et vice versa.

The economic analysis of war remains deeply dependent on expressed or underlying philosophical reflections. Political economy was based on philosophical reflections on life in society, from the mercantilists in search of the power of the Prince to the Marxists, resolute opponents of the class struggle inherent in capitalism, passing through humanist, anarchist, statist or socialist analyses often grouped together under the inaccurate Marxist name of "utopian socialists" and Keynesian reflections giving the State a role that is today rendered so difficult because of regionalization and globalization. The transition from political economy to economic science has progressively disconnected formalized analyses from all forms of conflict between states or within nations. It testifies to the importance still given today to the "invisible hand" and to liberal neo-classical analyses that still value self-interest and the police state as fundamental and optimal bases of economic life. However, the 20th century shows the permanence of conflicts and wars. It is essential today, in order to understand the economy of today, to integrate into economic reflections the functioning of political systems which, under declarations favorable to the functioning of the market economy, continue to exert influences that are similar to mercantilist type policies. Economic development goes hand in hand with the power of the state and vice versa.

Guerre, paix, mercantilisme, physiocratie, marxisme, école classique, école néo-classique,
Philosophies de la guerre

War, peace, mercantilism, physiocracy, Marxism, classical school, neo-classical school,
Philosophies of war

L'économie politique a perdu de son influence et de son prestige au profit d'une science économique aux bases pourtant chancelantes. La science économique ignore la guerre et la menace de guerre, au point d'en éviter l'éventualité dans toutes ses analyses. Les conflits armés seraient alors la conséquence de phénomènes politiques, philosophiques, religieux ou de ressentiments collectifs. Fondée sur l'idée selon laquelle le libre-échange est à la base du meilleur système productif humaniste connu, qu'il consacre l'interdépendance économique des Nations et que chaque pays aurait trop à souffrir d'un conflit pour nourrir une frustration en une guerre, elle s'inscrit dans une réflexion de pensée qui exclut de fait la guerre, même si elle peut introduire des conflits potentiels entre groupes sociaux. Il est bien conçu que la compétition fait disparaître quantité d'entreprises et sociétés, mais ce n'est que le résultat de leur insuffisante productivité. Dans ce contexte, les sociétés qui survivent sont les plus efficaces et donc constituent les meilleurs atouts pour une amélioration collective du niveau de vie. Les recommandations qu'elle propose aux gouvernants et chefs d'entreprise consistent principalement à les exhorter à adapter les modèles qu'ils mettent en place dans l'organisation des sociétés publiques et privées. Dans ces modèles, la concurrence y est de préférence pure et parfaite, les personnes, les régions et les pays sont interchangeable, seul existe un grand marché unique mondial qu'il faut sans cesse clarifier, malgré les attitudes protectionnistes de gouvernants qui souhaitent ainsi biaiser le système de la compétition¹.

« Produce, sell or die ». Les questions humaines du chômage, des migrations, de la misère ne sont que le résultat des dérèglements provoqués par les Etats ou par la mise en place de monopoles publics. Dans ce contexte, l'hypothèse de la guerre est écartée, sauf si l'Etat, personne morale publique, modifie les conditions du marché. Dès lors, le marché ne fonctionne plus et la guerre peut apparaître comme le résultat de conflits politico-philosophiques ou de l'exercice de monopoles. Bien sûr, les économistes ont aussi pris en charge les questions humaines, mais la trame principale reste la concurrence et la production, qui assurent le bon fonctionnement d'un système en soi pacifique. Avec les réflexions socialistes, utopiques et marxistes, les hypothèses énoncées cachent la réalité des relations sociales. L'histoire de la pensée économique remet en cause l'argument de Jean-Baptiste Say selon lequel la découverte de "vraies " lois économiques condamnerait à l'oubli toutes les recherches économiques antérieures.

¹ Ce texte reprend, parfois in extenso, des passages d'articles publiés antérieurement, notamment Fontanel, J. (2019) Les analyses philosophiques et économiques des liens entre la guerre et l'économie jusqu'en 1776. Hal-02314440. Fontanel, J. (2020) Le pacifisme de l'économie de marché à l'épreuve. *Cahiers de l'Espace Europe*. Fontanel, J. (2020) Le pacifisme de l'économie de marché à l'épreuve. *Cahiers de l'Espace Europe* Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), The genesis of economic thought concerning war and peace, *Defence and Peace Economics*, Vol. 19(5), October. Fontanel, J., Bensahel, L., Echinard, Y., Coissard, S. (2008), French utopian socialists about peace and security, *Defence and Peace Economics*

Aujourd'hui, les Etats redécouvrent la réalité du mercantilisme, même s'ils ne peuvent pas avouer leurs erreurs de jugement que de nombreux analystes avaient pourtant condamnées. Certes, il leur était arrivé d'utiliser des contrôles et du protectionnisme, mais sans pour autant renier leur foi libérale.

Aujourd'hui, les Etats constatent que les comportements des hommes ne répondent pas exactement à leurs hypothèses, celles de consommateurs et producteurs rationnels, informés à tout moment de tous les prix des produits, de la disponibilité de ceux-ci et de l'application scientifique de leur salaire sur leur productivité marginale. Si la théorie de « l'armée de réserve » du chômage présentée par Karl Marx a été souvent méprisée par les économistes pourtant toujours à la recherche d'un plein emploi dans un monde de laissez-faire ou de conventions commerciales, force est de reconnaître qu'elle reste encore bien réelle, non plus simplement au niveau d'une nation, mais plutôt dans le monde entier. Au fond, les économistes n'ont pas permis de prendre en compte la reproduction de la Terre, en ne se concentrant que sur les profits immédiats au détriment du patrimoine, des ressources naturelles (eau, air, terres agraires) et de tous ces « hommes de rien » que célébrait en son temps Léo Ferré. Compte tenu de l'importance de l'économie dans les décisions d'aujourd'hui, il est clair que la théorie économique exerce une influence décisive sur le développement de nos sociétés, notamment dans le domaine de la confiance que nous accordons aux processus de mondialisation, de régionalisation et au couplage instable de l'armement et du désarmement. L'évolution des relations économiques internationales contemporaines était jusqu'à présent caractérisée par l'ouverture des frontières et l'interdépendance, mais aussi par des effets d'inégalité décuplés. Aujourd'hui, les liens entre la guerre et l'économie sont clairement mis en évidence, lorsque l'information contrôlée par les plus aisés ne peut contenir des opérations de guerre qui témoignent des erreurs considérables des grands opérateurs économiques en termes de sécurité de leurs biens et de leurs approvisionnements. Les profits à court terme consécutifs au primat de l'intérêt individuel ont prévalu sur la sécurité collective.

Pourtant, l'économie a été pendant très longtemps reliée à la gestion domestique de la société. C'est bien plus tard, au XV^e siècle que l'idée d'une économie politique a fait l'objet d'études intéressantes au plan macroéconomique. Pour les philosophes grecs, deux fondements de la guerre s'opposent.

- Dans l'univers déterministe, le monde terrestre est secoué par les conflits et la guerre. Il n'y a pas de volonté d'affrontements irrépressibles des hommes de s'affronter, mais une volonté mystérieuse, peut-être déiste, est la cause ultime des conflits armés. Dans ce cadre, les hommes ne sont que des pions qu'une volonté aveugle fait obéir. L'homme n'est alors pas vraiment responsable il n'est qu'un acteur involontaire de la guerre.

- Au contraire, les philosophes de la liberté insistent sur le fait que les hommes doivent assumer leur choix de la guerre. La guerre est probable, car les intérêts

divergent. Il s'agit alors de justifier philosophiquement, juridiquement et moralement la décision a priori exceptionnelle des autorités politiques et religieuses en décriminalisant les actes des hommes armés, en leur accordant de surcroît des qualifications honorifiques de citoyens exemplaires et glorieux. Il s'agit fondamentalement de nier la mort de l'autre et de mettre en avant l'intérêt collectif d'une entité publique. L'armée est bénie dans les religions, comme cela a été le cas pour l'armée russe en Ukraine par le patriarche Krill de l'église orthodoxe². Le droit de tuer l'ennemi est donc institué ; ce qui normalement est passible de mort devant la justice dans un cadre privé, devient un acte de bravoure saluée par une reconnaissance nationale.

La guerre se proclame au nom de la survie de la vie collective, de la résistance, de la puissance mais aussi au nom de valeurs philosophiques ou religieuses. Elle rassemble l'ensemble des énergies d'une Nation, car les résultats du conflit conduisent souvent à la création de nouveaux Etats (soit rassemblés, soit balkanisés). La guerre est toujours déclarée au nom d'une paix qui deviendra durable, d'une solidarité de pensée, voire de religion. C'est par la destruction que la paix à long terme doit advenir. Il est même souvent souligné que la guerre exerce un rôle nécessaire de régulateur démographique et de destruction d'un monde dorénavant archaïque. Le conflit armé développe de nouvelles innovations et favorise une réorganisation d'une économie nationale menacée par l'apparition de nouvelles raretés. Si le coût des forces armées reste élevé, ces dépenses peuvent être justifiées par la victoire (synonyme d'indépendance, de puissance et même de prédation) ou par la non-guerre du fait de la dissuasion d'action qu'elles suscitent dans les rangs des armées en opposition.

Le changement par lequel l'économie est devenue un champ d'analyse autonome, avec la disparition progressive des études concernant la défense, la sécurité et la guerre au profit de l'analyse politique, date du début du développement économique moderne. Lorsque la science économique s'est imposée à l'économie politique, elle a rejeté de son analyse tout ce qui allait au-delà des hypothèses réductrices sur lesquelles elle était fondée. La science économique constitue un paravent de la guerre économique potentielle permanente³. La compétition économique des firmes et des Etats concernent les citoyens et, face à la rareté, l'Etat se doit d'intervenir lorsque les forces systémiques conduisent à une crise économique nationale ou internationale. C'est pourquoi la guerre économique est potentiellement constante et parfois déclarée dans cette lutte internationale pour le bien-être des citoyens, la puissance et parfois la survie nationale. Le concept polysémique de guerre économique vient troubler

² « Que Dieu nous préserve de ce que la situation politique actuelle en Ukraine, pays frère qui nous est proche, soit utilisée de manière à ce que les forces du mal, qui ont toujours combattu l'unité de la Russie et celle de l'Église russe, l'emportent ».

³ Saby, B., Saby, S. (2019), La science économique, paravent de la guerre économique. Saby, B., Saby, D. (2016), Compétitivité, mercantilisme et guerre économique. L'Harmattan, Paris.

cette présentation⁴. Dans une optique mercantiliste, la guerre économique désigne une vraie guerre de puissance dans le cadre des échanges internationaux entre des Etats concurrents économies. Elle s'exerce aussi bien dans le domaine militaire que dans le secteur économique, comme ont pu le vérifier les blocus, l'esclavage et la colonisation. Un pays engagé dans une guerre vise à détruire son adversaire et mobilise à cette fin des ressources économiques nationales. Ainsi, la guerre s'inscrit dans une logique, qui s'oppose à celle du progrès de l'économie nationale. Dans ce contexte, les gouvernants cherchent à définir une symbolique morale (l'apport de la civilisation et de l'évangélisation en l'Afrique ou la lutte contre les nazis ukrainien de Poutine) face à l'Histoire, même quand la cupidité ou le syndrome de l'Hubris domine celui qui devient le chef de guerre.

Les nouvelles conceptions de la paix sont souvent des répétitions d'idées exprimées antérieurement. Pour les mercantilistes, la guerre et le conflit économique étaient deux facettes inséparables de la volonté de puissance du Prince par tous les moyens sur la scène internationale. En revanche, pour les économistes classiques ou néoclassiques, les guerres de causes économiques étaient appelées à disparaître car la production de chaque entité politique, déterminée par le libre-échange et la loi des coûts comparatifs, devait remplacer les actes de prédation contre-productifs. Si un conflit militaire est parfois légitime, notamment pour combattre d'autres systèmes antagonistes, il est néanmoins partiellement exclu du champ de l'analyse économique, en raison de l'apparente irrationalité économique de la guerre dans un monde marchand jugé a priori essentiellement pacifique, mondialisé et rationalisé. Il en a été même déduit que la guerre n'a aucun rapport avec l'économie, ou que l'économie ne peut provoquer un conflit armé que par accident. La plupart des manuels qui exposent les théories des relations économiques internationales n'envisagent que très incidemment cette question, comme si la guerre ou sa menace était hors du champ de l'analyse économique. L'idéal de paix universelle, encouragé par l'amélioration des connaissances scientifiques, est un thème redondant de la pensée économique libérale. La paix rationnellement doit s'imposer dans le monde libre et tous les pays auront à terme accès au développement économique, par le fameux principe présenté par Emmanuel Macron, la théorie du ruissellement, que même ses inspirateurs aujourd'hui ont remis en question.

À partir du XVI^e siècle, plusieurs auteurs proposent d'analyser les facteurs économiques dans une période historique marquée par l'émergence des nations et des États-nations en Europe, par le renouveau de la pensée de la Renaissance et par la réhabilitation de la recherche de la richesse par la Réforme dans un contexte

⁴ Bensahel, L., Fontanel, J. (1992), La guerre économique, ARES, Vol XIII, 4, Grenoble, 1992

- Fontanel, J. (2019), Différends, conflits et guerre économiques, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, n°11.

- Fontanel, J. (2019), Les nouvelles stratégies de la guerre économique, Les Cahiers de l'Espace Europe n°21

d'expansion du commerce européen. Le mercantilisme, première école de pensée reconnue, a été critiqué pour ses idées disparates, mais a accordé une attention particulière à la sphère de l'économie, tout en respectant la primauté de la politique. La puissance économique est considérée comme une condition préalable à la puissance politique du Prince. Le mercantilisme propose de renforcer l'action du gouvernement central, en utilisant la guerre pour affirmer son pouvoir à l'extérieur, mais aussi pour renforcer le sentiment national et la gloire du Prince à l'intérieur.

L'exclusion de la défense et de la sécurité nationale du champ de l'analyse économique n'est ni complète ni définitive. Les théories hétérodoxes ont parfois relié la guerre et l'économie comme un couple infidèle. La conception mercantiliste a dominé pendant deux ou trois siècles avant le laisser champ libre à l'analyse classique et libérale, parfois pessimiste (Ricardo, Malthus), parfois optimistes (Say ou Bastiat notamment). Ces analyses ont été à leur tour contestées par les mouvements socialistes, anarchistes, mais surtout marxistes, qui ont plutôt une critique acerbe contre le profit capitaliste, facteur de conflits sociaux et internationaux. Aujourd'hui, les analyses contemporaines sont généralement fondées sur l'un ou l'autre des grands mouvements de l'histoire de la pensée économique. L'influence de la philosophie politique a décliné et l'analyse de la guerre économique s'est imposée comme un champ d'étude autonome. Quelques analyses plus complexes ont été présentées, mais elles ont parfois été remises en cause par les faits économiques (comme les modèles de course aux armements)

L'analyse de la guerre avant l'essor de la pensée économique comme catégorie spécifique

La guerre est-elle, comme l'affirmait l'ancien Président de la République Valéry Giscard d'Estaing, dans les fibres même de l'homme ? Cette question n'est pas élucidable, même si Sartre a affirmé que « l'enfer, c'est l'autre ». Depuis l'avènement de l'agriculture et de l'élevage, conjugués à l'apparition des communautés publiques, notamment des seigneuries, puis des Etats, la prédation des propriétés et du travail d'autrui a incité les individus à se regrouper pour lutter contre les prédateurs. Dans ce contexte, la propriété privée ou communautaire est alors revendiquée et protégée. Dans le film japonais des « 7 samouraï » d'Akira Kurosawa (1954), dans le Japon médiéval, sans protection, les agriculteurs se voient dépouillés de leur récolte. Ils font alors appel à Sept samouraï (guerriers à la solde d'un grand seigneur et respectant un code d'honneur strict) pour lutter contre les brigands qui volent et les rançonnent. Ce qui est vrai dans le domaine de la microéconomie domestique, l'est aussi au niveau des Etats, lesquels cherchent à se protéger contre les prédateurs, mais aussi pour éviter une dépendance excessive à l'égard d'une autre entité collective.

« La guerre est le père de toutes choses et de toutes choses il est roi », affirmait Héraclite (dit « l'obscur ») au Ve siècle avant JC. Les contradictions, les querelles et les conflits sont innés à la vie sur Terre, car le logos (rationalité et discours, tout est en un) inclut le monde humain et le monde naturel, il n'y a pas de séparation entre la cosmologie, la politique ou la vie sociale. Le polemos (guerre, conflit, querelle, discorde, différends) est universel. L'harmonie naît de la confrontation et de l'ajustement des contraires, du principe de mouvement et de génération de toutes choses. La paix est aussi dissentiment, comme la justice, car elles impliquent nécessairement leur contraire, la guerre et l'injustice. La guerre et l'économie sont alors étroitement associées, car si l'économie est un sous ensemble reconnu de l'organisation de la cité, accusée d'amoralité et d'égoïsme, elle ne porte pas les plus belles valeurs sociétales.

Platon (428-347 av. JC)⁵ va définir sa société communiste sur la base de la reconnaissance de trois classes, d'abord, celle des agriculteurs, commerçants, artisans, puis celle des guerriers, enfin celle des chefs, ceux qui dirigent l'ensemble de la société. Ces classes ont un statut spécifique, d'honorabilité et de responsabilité. Cependant, elles ne déterminent pas une disponibilité individuelle différente des biens matériels car, en application de la morale et de la justice, l'égalité des fortunes et l'encadrement du marché par l'Etat sont les règles centrales de la cité idéale de 5040 citoyens, esclaves, étrangers et enfants exclus⁶. L'organisation collective permet de définir des droits et des devoirs, comme l'eugénisme ou le droit d'ainesse. Si au départ Platon considérait que les citoyens, en fonction de leurs aptitudes, étaient engagés dans la vie économique du travail afin d'assurer la satisfaction des besoins collectifs et individuels, il acceptera plus tard l'idée selon laquelle les esclaves assurent l'essentiel de l'activité économique de la Cité⁷. De fait, l'esclavage est le produit de la guerre et des conflits et le communisme reste réservé à ceux qui ont la qualité de citoyens. De fait, la quatrième classe n'a d'autres droits que ceux que les Chefs veulent bien lui reconnaître.

Au regard des pays étrangers, il distingue la guerre avec les Barbares des conflits et dissensions entre cités grecques, dont les citoyens ne peuvent être réduits en esclavage. Il refuse l'idée même de la démocratie athénienne qui accorde le pouvoir aux citoyens qui n'ont aucune formation ou qualité pour développer une Cité idéale. Cette atmosphère pernicieuse de liberté accorde in fine des droits excessifs aux étrangers et porte atteinte au maintien de l'esclavage. Or, seuls les chefs disposent des vertus morales et collectives suffisantes et spécifiques pour développer l'harmonie collective, car ils n'ont aucun lien avec les affaires économiques toujours corruptrice. La justice sociale est fondée sur le

⁵ Platon La République, <http://ugo.bratelli.free.fr/Platon/PlatonRepublique.pdf>

⁶ En 317, un recensement des citoyens, organisé par Démétrios de Phalère, dénombre 21000 citoyens, autant d'étrangers habitant Athènes et 400 .000 esclaves.

⁷ Platon (350, av. JC), Les Lois, [https://fr.wikisource.org/wiki/Les_Lois_\(trad._Cousin\)](https://fr.wikisource.org/wiki/Les_Lois_(trad._Cousin))

mérite, le refus ou le contrôle de la propriété privée et le partage équitable des biens. La recherche d'un système politique idéal suppose l'harmonisation de la Société (la Cité) et de son contenu (l'individu). La hiérarchie est définie principalement par les héritages, les chefs défendent la raison, la vérité, la religion, et la coexistence pacifique avec les autres cités grecques. La Cité vit dans un monde autarcique, censuré, peu ouvert à l'initiative individuelle et à l'éducation des personnes, et socialement contrôlé par une forme excessive de totalitarisme autarcique sanctifié et fermé à toute évolution, mais aussi à toute guerre offensive.

Aristote va critiquer les constitutions platoniciennes de la « République » et des « Lois », jugées contradictoires et incompatibles avec l'évolution nécessaire des civilisations⁸. Il se propose de définir les conditions naturelles de la vie politique et sociale, avec des règles claires de rapport de rangs sociaux, mais aussi dans la famille et dans les rapports entre le maître et l'esclave. Les « vertueux » doivent gouverner la Cité, les sages qui veilleront au bien commun et adopteront des lois pour le bien commun. Les trois formes de gouvernement peuvent satisfaire cette exigence, la royauté, l'aristocratie et la République, qui ont toutes trois des défauts potentiels incontestables, la tyrannie, l'oligarchie et le populisme (qu'il appelle démocratie). La République fondée sur les classes moyennes constitue donc le meilleur régime.

Chez l'homme le courage est une vertu de commandement, chez la femme une vertu de subordination. La propriété privée est synonyme de paix sociale car les hommes ne prennent soin que de ce qui leur appartient directement. Aristote opère une distinction entre d'une part l'économie de l'autoconsommation et du travail réalisé dans l'agriculture, la chasse, et la pêche qui sont autant de dons de la nature⁹ et d'autre part la chrématistique qui indique l'acquisition de richesses. Toutes les activités économiques dépendent du résultat du travail, ce qui n'est pas compatible avec la nature même de l'homme. L'activité économique a donc besoin de la subordination des esclaves, justifiée par l'infériorité naturelle de certains hommes et populations, mais aussi celle des femmes.

Comme l'esclavage est une nécessité, il faut utiliser le commerce, la piraterie ou la guerre pour s'en procurer. La désignation d'un ennemi externe est parfois nécessaire pour l'unité de la Cité, elle peut être nécessaire pour recouvrer des valeurs collectives, mais il faut éviter les guerres qui détruisent les richesses et remettent en cause le principe d'autarcie de la Cité. Aristote ne souhaite pas que la Cité s'engage dans des conquêtes, mais il promeut une défense collective fondée sur la puissance militaire. Cependant, la guerre peut devenir un acte économique particulier de prédation et d'investissement pour la conquête d'une main d'œuvre d'esclaves. A ce titre, elle devient un moyen de production essentiel, libérant ainsi les citoyens d'une contrainte existentielle leur permettant

⁸ Aristote Ethique à Nicomaque, Ellipse, Paris, 2001. Aristote, La Politique, Vrin, 1995.

⁹ Le commerce est ainsi une activité non naturelle qui est peu recommandée et même condamnable.

d'exprimer leurs compétences et d'accomplir leur rôle dans la société. L'esclave est privé de son identité et de sa liberté, selon des règles différenciées dans le temps et dans l'espace. Guerre et économie sont alors étroitement associés. In fine, il considère que l'objet de la guerre, c'est la paix, celle de sa Cité, laquelle sera d'autant plus puissante qu'elle disposera, avec les esclaves, d'une main d'œuvre qui délivrera les citoyens du travail nécessaire au fonctionnement de l'économie de la Cité.

Dans le monde dit civilisé, ces analyses ont souvent été retenues comme fondement de la société humaine. La chrétienté n'y échappera pas. Pour Saint Paul, tous les baptisés, qu'ils soient Grecs ou Juifs, hommes libres ou esclaves, ne forment qu'un seul corps nourri par le même esprit de Dieu. Dès l'origine, la chrétienté ne s'oppose pas à l'esclavage¹⁰. « L'autorité est pour toi le serviteur de Dieu pour ton bien. Ce n'est pas en vain qu'elle porte le glaive, car elle est serviteur de Dieu... Il faut donc être soumis ». D'abord, les êtres humains restent libres dans leur soumission à Dieu, quels que soient leurs statuts. Il est ainsi recommandé aux esclaves d'obéir à leurs maîtres et, dans ce contexte, le Royaume des Cieux leur est toujours ouvert. « Il faut toujours savoir « rendre à César ce qui est à César ». Les statuts des hommes sur Terre dépend des règles des autorités publiques, mais le regard de Dieu sur les individus porte sur le respect des règles édictées par le Christ et le respect de la foi. Pendant tout le Moyen-Age, l'esclavage sera accepté par l'Eglise, comme un élément incontournable du destin des hommes. Le statut de la guerre outrepassa la maxime générique et générale du Christ « aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés », car pour défendre la foi et même parfois la dispenser dans d'autres populations peut être revendiquée comme l'a exprimée en son temps Saint Paul.

Concernant la guerre elle-même, pour Saint Augustin (354-430, après JC.), « on ne cherche pas la paix pour faire la guerre, mais on fait la guerre pour obtenir la paix. Sois donc pacifique en combattant, afin de conduire ceux que tu connais au bienfait de la paix, en remportant sur eux la victoire ». Cette idée sera poursuivie par Saint Thomas d'Aquin (1224-1274) pour lequel « une guerre est juste si sa cause est juste et qu'elle poursuit le Bien Commun ». Trois conditions sont annoncées : 1) L'autorité du prince qui ordonne la guerre dans le cadre du respect du bien commun ; 2) La cause doit être juste, notamment en cas de légitime défense ; 3) elle exige la droiture d'intention. La guerre doit être engagée pour promouvoir le bien et combattre le mal, avec le souci constant de revenir à la paix. D'ailleurs, dans une situation de guerre, la loi morale s'applique de manière permanente. De même, l'économie doit répondre aux principes religieux. Thomas d'Aquin va défendre la notion du « juste prix » et de l'interdiction du taux d'intérêt (car le temps appartient à Dieu, le taux d'intérêt est le prix du temps

¹⁰ Il faut rappeler que l'esclavage n'était pas appliqué aux seuls habitants d'Afrique. Par exemple, les Vénitiens achetaient des prisonniers slaves aux Saxons pour les réduire à l'esclavage.

et on ne peut pas vendre ce qui ne nous appartient pas). Il va défendre le principe de la propriété, mais il est obligé de dire que se servir d'un bien d'autrui que l'on a dérobé dans un cas d'extrême nécessité n'est pas un vol à proprement parler. En reprenant la pensée aristotélicienne, que la propriété privée seule permet de mettre de l'ordre dans le système social, mais l'accumulation des richesses ne doit pas être une fin en soi. L'objectif est de trouver un système économique compatible avec les doctrines chrétiennes de piété et justice. L'esclavage comme ressource humaine n'est pas condamnable, il a été institué en punition des péchés par Dieu tout-puissant. Il faudra attendre la fin du XIXe siècle (1888), pour que le Pape Léon III, favorable aux mouvements anti-esclavagistes, condamne l'esclavage¹¹.

Pour Macchiavel (1513), la guerre est juste lorsqu'elle est nécessaire¹². A qui ? Au Prince. C'est une pensée nouvelle, qui annonce le mercantilisme, la première théorie économique conçue telle quelle, sans référence nécessaire aux valeurs religieuses ou aux philosophies grecques ou latines. Pour Macchiavel, en dernier recours, la force militaire est plus importante que l'enrichissement national, car un pays prospère attire les convoitises des Etats armés. La guerre se présente comme un facteur déterminant de la répartition internationale des richesses et, à ce titre, elle doit être au centre de la réflexion et de l'action du Prince. La force armée est indispensable pour assurer la supériorité de l'Etat et les lois et principes moraux ne peuvent être maintenus que s'ils sont soutenus par une force militaire dominante. Dans ces conditions, l'économie a pour objectif fondamental d'enrichir le Prince, pour lui donner les moyens militaires de la puissance sur ses sujets et sur les autres Etats. La militarisation de la société est nécessaire à la fois pour gérer le pays, mais aussi pour maintenir la cohésion sociale. La force militaire est, au moins dans le court terme, plus importante que la richesse des Nations, car la guerre est un facteur essentiel de prédation des richesses dans le monde¹³. Un pays opulent sans armée ne restera pas longtemps libre et riche. La force économique n'est pas suffisante en elle-même, elle doit être accompagnée de la mise en place des moyens militaires suffisants pour gagner la guerre et assurer la toute-puissance du Prince. L'objectif n'est pas l'amélioration de la situation économique et sociale des citoyens, il est d'abord l'expression de la volonté de domination qui est inscrite dans la nature même de l'Etat. La guerre est présentée comme un "remède" à la maladie de la guerre civile ou des conflits internes. La volonté de dominer est inscrite dans la nature même de l'Etat. Les Etats cherchent à la fois à organiser la vie sociale et à s'organiser en fonction de contraintes extérieures, et si la guerre n'est pas souhaitable, elle est un moyen d'atteindre les objectifs économiques et politiques. Le développement économique n'est qu'un moyen de puissance. Les Etats mettent en une stratégie

¹¹ Il est paradoxal de constater que les théologiens du XVIe siècle ont demandé et obtenu du pape l'abolition de l'esclavage des Indiens, sans l'étendre à toutes les autres populations, notamment aux personnes à peaux noires.

¹² Macchiavelli, N. (1513, 1961), *The Prince*, Penguin Book, London.

¹³ Coulomb, F., Fontanel, J. (2008), *The birth of the political economy or the economy at the heart of politics. Mercantilism, Defence and Peace Economics*, 2008.

de type "beggar-thy-neighbor" qui a pour objectif ou conséquence l'appauvrissement des Etats voisins. Machiavel va inspirer les thèses mercantilistes. La puissance du Prince constitue toujours l'objectif fondamental de l'économie nationale,

Le mercantilisme

Au XVI^e siècle, le rôle des États-nations va croissant et d'importantes quantités d'or et d'argent affluent des colonies espagnoles du Nouveau Monde vers l'Europe. Dans ce contexte, la richesse et le pouvoir de l'État sont mesurés par la quantité d'or qu'il possède. La prospérité d'un État est mesurée par la richesse accumulée par son gouvernement, sans référence au revenu national. Un Etat est puissant riche s'il possède le plus d'argent et d'or que ses concurrents. Cet intérêt pour l'or et l'argent s'explique par le fait que les armées achètent de nombreux mercenaires payés en or. « Il est impossible de faire la guerre sans hommes, d'entretenir des hommes sans soldes, de fournir à leur solde sans tributs, de lever des tributs sans commerce. »¹⁴. L'Espagne et le Portugal, possesseurs des principales mines destinées à l'Europe, en ont prohibé l'exportation sous les peines les plus graves, ou l'ont assujettie à des droits énormes. Pour les autres pays, l'excédent commercial est l'objectif économique majeur, la principale méthode d'acquisition de ces matières premières. Il revient donc à l'État, en exportant davantage qu'il n'importe, d'enregistrer une « balance du commerce » excédentaire. Les mercantilistes « bullionistes » prescrivaient des taux d'intérêt élevés pour encourager les investisseurs à placer leur argent dans le pays.

L'émergence de la pensée mercantiliste coïncide avec la construction progressive des Etats en Europe. Ce n'est pas un courant de pensée homogène, mais il se caractérise par la recherche de puissance des Princes et des Etats, par la course à la possession de l'or symbole ultime de richesse et de puissance et par la volonté d'indépendance économique caractérisée par la recherche d'autarcie et l'éventualité de la prédation par la guerre. L'Etat devient l'acteur économique déterminant, il peut engager des conflits, des expéditions en quête de prédation ou lancer des activités économiques nationales notamment dans les activités manufacturières. Il s'agit d'approfondir et d'élargir, éventuellement par la guerre ou la menace de guerre la puissance du Prince. Afin de limiter la dépendance au regard des marchands étrangers, l'annexion des territoires est recommandée, notamment lorsqu'ils fournissent des richesses naturelles absentes sur le sol national. Ainsi, l'expansion territoriale rendue possible par la puissance militaire peut s'exercer à l'encontre à la fois des Etats puissants qui font de l'ombre à la puissance du Prince et sur les territoires lointains à coloniser et à piller.

¹⁴ Montchrestien, A. (1615), Traicté de l'économie politique, Edition Plon, Paris 1889.

Le développement économique enrichit l'Etat au moyen du solde positif du commerce extérieur obtenu. Inversement, l'Etat a la responsabilité d'accroître cette production nationale, grâce au protectionnisme, à l'innovation industrielle et commerciale et au soutien apporté à l'exportation et aux victoires militaires. Comme le stock de métaux précieux est considéré comme relativement fixe à court terme, la seule façon d'accroître la richesse d'un pays ne peut se faire qu'au détriment d'un autre. Du XVI^e au XVIII^eme, les idées mercantilistes vont justifier l'exercice des rapports de force et de guerres entre les Etats, avec l'essor du colonialisme et de l'impérialisme fondé sur un « nationalisme économique » à la recherche du pouvoir dominant du Prince. Il s'agit de prendre le pouvoir sur les territoires disposant de matières premières ou importateurs de produits nationaux afin de limiter la dépendance à l'égard des autres pays. Dans ces conditions, l'autarcie est rendue plus concrète en fonction des besoins du pays pour exporter et accroître les stocks d'or du Prince. Plusieurs expéditions publiques ont été engagées à ces fins¹⁵.

Le mercantilisme n'est pas une théorie économique unifiée. Les *mercantilistes bullioniste (hispaniques)* ont pour objectif principal l'accroissement de la richesse du Prince par tous les moyens, notamment la prédation ou le colonialisme. Le « *mercantilisme à la française* » se préoccupe d'abord de l'indépendance économique, la recherche d'une forme d'autarcie qui réduit la dépendance aux importations et l'essor des industries nationales et des exportations pour accroître le pouvoir royal. Enfin, *le mercantilisme « anglais »* fonde l'action économique de l'Etat d'abord sur l'essor du commerce international, protégé par sur une flotte militaire et commerciale dominante par rapport à la puissance hollandaise. Le colonialisme est préconisé et institué pour réduire les dépendances économiques nationales et contraindre les Etats colonisés à respecter les rapports de force économiques et sociaux ainsi institués par l'Angleterre. Quelques principes de ces différentes pensées sont communs ; notamment l'idée selon laquelle l'or et l'argent font le bonheur et la puissance du Prince, émanation de l'Etat. Ensuite, le système économique est perçu comme un jeu à somme nulle, où le gain réalisé par un agent se traduit par une perte pour les autres agents. « Il n'y a personne qui gagne qu'un autre n'y perde »¹⁶. Le commerce n'est pas productif en soi. Toute politique économique bénéficiant à un groupe d'individus vient en déduction globale pour les autres. Enfin, la croissance économique de l'économie domestique n'a que peu d'effet sur l'augmentation globale du bien-être social. Dans ces conditions, il est logique d'accorder une priorité à l'essor du commerce extérieur, même si le soutien des entreprises nationales doit être assuré par le Prince.

¹⁵ Les expéditions occidentales vont alors se développer dans le monde entier, avec la création de la Compagnie anglaise des Indes orientales par l'Angleterre (1600) puis la riposte des Provinces Unies avec la Compagnie néerlandaise des Indes orientales (1602), la France réagit à son tour par la création de la compagnie française des Indes orientales (1664).

¹⁶ Jean Bodin, (1576), Les Six livres de la République).

- *Le mercantilisme ibère, dit bullioniste*

Le mercantilisme bullioniste considère que les métaux précieux (notamment l'or détenu en stock) représentent la richesse par excellence du fait de leur caractère impérissable. Dans cet ordre de pensée, l'Etat doit conserver l'or disponible pour assurer son pouvoir militaire et empêcher la sortie des métaux précieux hors de son territoire. Il doit même accroître cette richesse, pour la mettre à la disposition du Prince. Sous les règnes de Charles Quint et de Philippe II, l'Espagne va s'engager résolument dans les actions colonialistes. L'Espagne va partir à la conquête de l'Amérique, principalement ce qu'il est communément appelé l'Amérique latine. Les guerres de conquête sont particulièrement violentes, fondées sur les principes de la prédation des terres et des biens et de la mise en esclavage des autochtones. Dès 1503, un organisme chargé de réglementer le trafic entre l'Espagne et les nouvelles colonies. La Casa de Contratación est chargée de prélever une taxe correspondant au cinquième du commerce avec les Indes occidentales (Quinto Real) et de collecter les informations sur les découvertes des explorateurs dans les terres lointaines. Dans ce cadre, les conquistadores le droit de s'approprier toutes les terres et de devenir immensément riches. La supériorité technologique de l'offensive, ainsi que les maladies importées d'Europe, les croyances (comme le mythe de Quetzalcoatl¹⁷) ou les divisions, guerres et révoltes sociales contre des dirigeants amérindiens jugés trop cruels ont permis des conquêtes rapides¹⁸, favorisant un esprit de prédation particulièrement violent. Dès le départ, Christophe Colomb avait mesuré la naïveté des autochtones, qu'il décrivait sans armes, ne connaissant pas le fer, faciles à asservir et à en faire de bons serviteurs. Hernan Cortès et Francisco Pizarro vont vaincre respectivement les Aztèques du Mexique moins de 4 ans (1519-1521) et les Incas du Pérou en moins de 3 ans (1532-1534). En 1521, trois ans après son arrivée, Cortès devient gouverneur de l'empire Aztèque. Dix ans plus tard, grâce à un coup d'audace et à la trahison, Pizarro s'empare de l'empire des Incas. L'or des Antilles, du Pérou et de Colombie, et l'argent du Mexique et de la Bolivie furent ensuite importés en Espagne. Durant le XVI^e siècle, les mines de ces nouvelles contrées représentaient 80 % de la production mondiale d'argent (dont 1/5^e pour le Roi).

En 1503, dans les textes royaux, la liberté individuelle des autochtones et leur capacité à recevoir un salaire de leurs maîtres avait été promulgué. Cependant, le système de « *l'encomienda* » va s'étendre à l'ensemble des territoires occupés par l'Espagne et s'écarter des règles de la cédula royale. C'est un droit de seigneurie (tribut de métaux précieux, corvées, travail forcé, en échange de l'évangélisation et de la « protection » que leur apporte les maîtres)

¹⁷ Certains Aztèques verront dans l'apparition de Cortès la réincarnation de leur Dieu.

¹⁸ Hernan Cortès et Francisco Pizarro vont vaincre respectivement les Aztèques du Mexique moins de 4 ans (1519-1521), et les Incas du Pérou en moins de 3 ans (1532-1534)

qui est appliqué aux communautés indiennes qui ressemblent de fait, à une situation d'esclavage qui ne dit pas son nom. Plus tard, Charles Quint prit les Indiens sous la protection de la couronne d'Espagne, les lois de Burgos imposèrent la mise en place de meilleures conditions de travail pour leurs Indiens, une bulle du pape Paul III condamna aussi l'esclavage des Indiens en affirmant leurs droits à la liberté et à la propriété, mais la violence des « encomenderos » ne permit guère l'application des autorités en instituant une colonisation et un esclavagisme particulièrement violent. Les exactions des conquistadors espagnols continuèrent, malgré les protestations religieuses et humanistes.

En 1550, lors de la Controverse de Valladolid, le théologien Juan Ginés de Sepúlveda reprend l'argument aristotélicien selon lequel la conquête institutionnelle est un devoir moral au regard de l'immaturité, l'amoralité et l'idolâtrie des autochtones, c'est aussi un devoir religieux car le Christ a donné l'ordre aux Chrétiens d'évangéliser le monde. Cette idée restera fortement ancrée dans la réflexion de tous les colonialismes. Les sacrifices humains et l'anthropophagie témoignent de l'arriération de ces civilisations et explique leur mise en tutelle afin de les empêcher à violer les lois de la morale. Cependant, Las Casas parvient à imposer l'idée selon laquelle les autochtones ont une âme et sont donc sujets de droit. Toutes les sociétés humaines sont dignes d'exister. La conversion par la force n'est pas digne de l'évangélisation par la foi. La controverse est restée célèbre, mais aussi elle a eu pour conséquence de poser la question de l'esclavage et de l'exploitation des plus faibles communautés, au regard du respect de la nature humaine.

Au XVI^e siècle, la puissance apparente de l'Espagne naît de l'abondance de métaux précieux importés et entassés, mais aussi du contrôle royal de ce commerce en vue de limiter, voire prohiber, l'exportation, en instituant des droits de taxes douanières considérables. Dans ces conditions, les nobles promoteurs des opérations vers les Amériques vont faire fortune. A partir du XVII^e siècle, les grandes propriétés agricoles (*latifundia*) vont se développer en Amérique, mais aussi en Espagne, tournée vers une production extensive, sans recherche d'exploitation optimale. Les propriétaires sont suffisamment prospères avec le pillage des ressources naturelles de l'Amérique pour être incités à développer leurs exploitations agricoles ou à s'engager dans les nouvelles aventures industrielles au résultats plus aléatoires. ***La prédation l'emporte sur la production***

L'importation d'or et d'argent du Nouveau Monde a eu pour effet de stimuler la croissance immédiate, mais elle a conduit aussi à l'apparition d'une forte inflation. Les nouveaux riches sont aussi friands des produits importés plus fastueux. Les finances royales sont dilapidées par les guerres et le faste impérial, ce qui conduit le roi à souscrire des prêts à taux élevés auprès de banquiers italiens et allemands et à obliger leurs riches sujets à souscrire des obligations d'Etat à faible rendement. L'Espagne va connaître un lent mais solide déclin dès le début

du XVII^e siècle, malgré (ou à cause de) sa domination militaire en Europe et le développement rapide des colonies de peuplement. L'accumulation de métaux précieux, souvent dépensés par les plus riches pour honorer les dettes envers les fournisseurs et banquiers d'Allemagne ou d'Italie, ne favorise pas le développement de la métropole, elle apparaît plutôt comme un accélérateur à l'activité économique et préindustrielle des pays voisins. Cette politique non seulement conduit à un manque d'investissement sur le territoire national qui se conjugue à une forte inflation, mais elle conduit aussi au dépeuplement de ses forces vives au bénéfice du Nouveau Monde. Le choix d'une domination à la fois outre-mer, en Europe et contre les protestants engendre de coûteuses dépenses militaires. ***Les dépenses somptuaires et militaires consomment le potentiel d'investissement industriel.***

La conquête hispanique a conduit inéluctablement à des formes de génocides. Un demi-siècle après celle-ci, il ne reste plus qu'un million d'Incas, sur l'estimation de 12 millions de personnes au début du conflit. Toute la population amérindienne s'est effondrée passant de 80 millions d'habitants au début du XVI^e siècle à environ 12 millions de personnes un siècle plus tard. Les populations ont été laminées par les guerres, par les maladies importées par les colons et par les conditions d'exploitation violentes du travail. Entre la métropole et les colonies, les rapports se dégradent progressivement, notamment lorsqu'il est interdit aux Conquistadores de commercer avec d'autres Nations ou de créer des industries susceptibles de concurrencer les produits espagnols. Le travail forcé est de moins en moins supporté par les autochtones qui s'engagent dans de nouvelles révoltes, les mines s'épuisent et la couronne d'Espagne à augmenter les taxes diverses, la récession économique menace en Espagne à cause de la thésaurisation instituée comme expression même de la richesse, conduisant inéluctablement à un accroissement extrême des inégalités sociales. L'Espagne va s'appauvrir, avec les migrations de forces vives vers l'Amérique latine, mais aussi avec la thésaurisation des métaux précieux, qui empêche l'investissement agricole et industriel. Cet exemple démontre que la fameuse théorie du ruissellement chère à Emmanuel Macron n'est pas une solution incontestable, bien au contraire. ***Le développement économique par la théorie du « ruissellement » est clairement mise en échec.***

En 1627, l'Etat espagnol ne peut éviter la banqueroute¹⁹. Incapable de réduire les dépenses somptuaires, de mettre à contribution les plus riches et à stimuler l'économie nationale (du fait des facteurs de thésaurisation), la couronne royale a plusieurs fois été en cessation de paiement, ce qui n'a fait qu'accroître sa

¹⁹ En effet, Philippe II a du mal à financer ses dépenses dues à la construction de palais, à l'entretien des grands d'Espagne et aux guerres contre la France, les Turcs, l'Angleterre et les Flamands révoltés. Les prêteurs attendent qu'arrivent les métaux d'Amérique.

dette et le coût de la dette avec les banques étrangères. L'Espagne n'était plus maîtresse de son destin économique et financier. Plus grande puissance coloniale mondiale au XVI^e siècle, avec son invincible armada, l'Espagne va connaître progressivement un déclin marqué et constater que les puissances de l'Angleterre, de la France ou de la Hollande la dépassent économiquement, technologiquement, militairement.

Le mercantilisme français

Depuis quelques siècles, la monarchie française conduit une politique de puissance militaire ou de « soft power » avant son temps. En 1539, un décret royal interdit l'importation de marchandises à base de laine d'Espagne et d'une partie de la Flandre, puis en 1540 des restrictions sont imposées à l'exportation d'or. Des mesures protectionnistes sont alors mises en place dès que l'indépendance économique du pays est menacée. Le premier manuel d'économie politique d'Antoine de Montchrestien se propose de comprendre les processus de la production nationale et de la distribution des richesses. Dans ce contexte, l'économie ne peut être que politique, et l'intervention de l'Etat est requise pour développer le commerce et l'industrie à côté de l'agriculture et de réglementer le travail obligatoire et le statut des professions.

La recherche de la richesse a pour objective non pas la jouissance, mais la puissance. Il faut donc inciter l'essor des nouvelles activités économiques et se protéger, par les droits de douane, de la concurrence des produits étrangers. Selon les périodes, la concurrence domestique est revendiquée en vue de l'essor de l'industrie, mais les entreprises étrangères ne sont pas invitées à y participer, sauf si aucune entreprise nationale n'est en mesure d'assurer une production. L'étranger est vu comme un danger. Il s'agit donc de lutter contre toutes les entités qui n'appartiennent pas à la France et d'éviter d'être dépendant des biens et services d'un autre Royaume. Colbert, contrôleur général des finances, applique strictement les idées mercantilistes en faisant de l'Etat le promoteur principal de l'essor économique, en soutenant la production nationale et les exportations et en créant des manufactures gigantesques situées à l'intérieur de villages-usines. Il comprend l'intérêt des économies d'échelle, en introduisant dès l'origine l'idée d'une vente massive qui doit s'ouvrir à l'exportation. Il fait construire un important réseau de routes et canaux pour abaisser les obstacles au commerce, il réduit les droits de douane intérieurs, il développe des monopoles nationaux et il contrôle les propriétaires privés des moyens de production. Les compagnies de commerce sont considérées comme des armées du roi, qui doivent vaincre les « armées économiques étrangères ». Elles sont soutenues par l'Etat, mais elles doivent aussi être fidèles aux principes développés par les autorités publiques.

Pour améliorer la compétitivité, il applique déjà la loi d'airain, qui fonde la compétitivité sur un revenu minimum, celui qui permet la simple subsistance des agriculteurs et des ouvriers. Les travailleurs sont considérés comme un capital

humain qui ne peut avoir d'objectifs personnels d'ordre économique hors de leur travail. Avec un revenu légèrement supérieur, l'ouvrier peut alors aspirer à plus de temps libre et d'éducation, ce qui favorise la paresse au travail et les contestations sociales. En France, les enfants âgés de six ans travaillent alors dans les manufactures d'État et l'esclavage dans les colonies se développe. Dans ce contexte, la précarité de la majorité des Français permet d'accélérer la richesse et la puissance du Roi face aux pays étrangers, nécessairement considérés comme des ennemis.

Les politiques menées par Colbert ont été dans l'ensemble efficaces en termes de puissance, elles ont permis à l'industrie et à l'économie françaises de croître durablement durant cette période, faisant de la France une des plus grandes puissances européennes. Cependant, sa politique de méfiance à l'encontre des importations, la faiblesse de la demande intérieure consécutive aux conditions de travail déplorables du pays et ses intentions politiques de puissance connues de ses voisins n'ont guère permis aux citoyens d'améliorer leur situation, dans une période où les Rois continuaient à exercer à grand frais leur « droit de guerre ». A la mort de Colbert, l'Angleterre et la Hollande devancent toujours la France. Adam Smith condamnera l'action de Colbert en considérant que l'organisation d'une économie au seul service du Prince ne permet pas le développement économique et nuit, à terme, à la puissance de l'Etat.

Le mercantilisme anglais

Les Anglais croient à l'essor de l'industrie et au commerce international comme vecteur de puissance de l'Etat. Il est vrai qu'ils vivent sur une île et que les échanges sont essentiels, notamment dans le domaine des ressources naturelles. Pour les penseurs et la monarchie, le commerce extérieur est une source abondante de richesse pour un pays à condition de dégager un excédent de la balance commerciale, laquelle suppose d'investir dans des activités économiques à forts rendements. La stratégie industrielle de l'Angleterre est claire. Dès 1485, selon la formule d'Henry VII, il s'agit « d'exporter des biens manufacturés et d'importer des produits bruts », cette phrase très moderne résumant l'essentiel de ce que sera la politique industrielle anglaise et sa future prospérité. Dans ce contexte, le mercantilisme anglais prône un contrôle du commerce international en vue d'encourager les exportations par des subventions, (sauf pour les produits stratégiques dont l'Etat contrôle la vente à l'étranger) et de limiter les importations par la mise en œuvre de taxes. Dans ces conditions, l'économie nationale est privilégiée, par les règles et les lois qui soutiennent clairement les investisseurs nationaux, notamment dans les activités commerciales internationales souvent accompagnées par la puissante Royal Navy. Contrairement aux mercantilistes espagnols, l'utilisation de toutes les terres pour l'agriculture, en vue d'améliorer l'autonomie alimentaire du pays et d'optimiser la production nationale, est clairement soutenue.

La promulgation de règlements et de législations mercantilistes a surtout été engagée au milieu du XVII^e siècle, notamment pendant la période dite du « Long Parliament » (1640-1660)²⁰ de Cromwell. Un embargo a d'abord été décidé à l'encontre de trois colonies encore sous contrôle royal, la Barbade, les Bermudes et la Virginie. Il a ensuite été décidé de collecter une taxe de 15% sur les navires marchands battant pavillon anglais, destinée à la protection des convois nécessaires au commerce anglais et pour renforcer la marine de guerre. La loi sur la navigation (Navigation Act, 1651)²¹ interdit aux commerçants étrangers de faire du commerce intérieur en Angleterre, colonies et ports compris. La construction navale nationale va alors connaître un développement considérable, avec la recherche d'innovation et la mise en place d'un secteur à fort potentiel économique et industriel, un secteur industriel particulièrement intéressant pour engager un processus d'innovation favorable à l'émergence structurelle d'un développement économique national. Il s'agissait donc aussi d'interdire certaines exportations (le sucre de la Barbade, par exemple) par les navires hollandais et de réserver cette activité à la flotte commerciale anglaise. Ce sera l'objet de la première guerre anglo-hollandaise.

Cette politique a été une constante pendant toutes les périodes royales des Tudor et des Stuart. Limité par le principe de la « Common law » (qui se caractérise par l'absence de lois écrites ou codifiées, l'importance de la jurisprudence et la liberté étendue des contrats), le contrôle de l'Etat sur l'économie nationale n'était pas aussi fort qu'en France, mais son action indirecte par les lois du Parlement fournissait aux commerçants anglais des moyens d'action et de pression qui leur a permis de dominer progressivement les mers, souvent avec l'aide de moyens militaires destinés à contraindre les fournisseurs et clients étrangers. La politique coloniale avait pour objectif de garantir de nouveaux marchés et d'opérer des importations des matières premières nécessaires à la production anglaise. C'est ainsi que le coton, qui était déjà travaillé en Inde, a été réservé aux manufactures anglaises, conduisant à l'appauvrissement des régions indiennes anciennement productrices. Selon le respect dû à la préférence impériale, si l'Inde était autorisée par Londres à produire des matières premières, elle n'avait qu'un seul acheteur pour tous les produits qui ne pouvaient pas être fabriqués en Angleterre²². L'industrialisation anglaise profite des ressources extérieures en provenance des colonies, soumises à un échange inégal avec la métropole. La main d'œuvre est sous-payée et l'esclavage sévit encore. Dans ces conditions, l'industrie anglaise connaît un avantage économique considérable dans tous les domaines²³.

²⁰ Les compagnies anglaises ont progressivement obtenu de l'Etat un monopole d'importation ou le contrôle des importations des produits en provenance de l'empire ottoman pour la Compagnie du Levant.

²¹ L'ensemble de ces actes, largement d'inspiration mercantiliste, ne sera supprimé qu'en 1849, alors que depuis près d'un siècle l'Angleterre se revendiquait ouverte au libre-échange international.

²² Cette préférence royale sera sans doute la base des tensions avec les colonies, lesquelles conduiront à la guerre d'indépendance des Etats-Unis et aux nombreuses guerres en Inde.

²³ Le coton importé (Etats-Unis, puis Inde) offre la possibilité de réduire l'élevage des moutons pour la laine et

Les interactions entre guerre et économie produisent une dynamique favorable à la fois à la puissance militaire et à la richesse nationale. Dans ce contexte de protection stratégique, à la fois commerciale et militaire, l'Angleterre dispose au XVIII^e siècle, de la plus grande flotte commerciale mondiale et de la plus grande puissance militaire sur les mers et les océans. Les conquêtes accroissent les richesses, et les richesses accroissent les opportunités de conquêtes. Les monopoles accordés aux compagnies nationales pour le commerce avec les colonies réduisent les opportunités de construction rentable de navires pour les pays adverses. Le commerce soutenu par une forte armée en ces temps de pirates et surtout de corsaires permet donc la maîtrise des mers et inversement. En somme, le mercantilisme anglais est fondé sur la protection des industries nationales par des taxes et des droits de douane élevés, par la mise en place de monopoles et privilèges réservés aux compagnies maritimes nationales, par l'essor de la construction navale et une politique coloniale fondée sur une forme de préférence impériale avantageant les activités économiques de la métropole au détriment de celles des colonies. L'empire britannique, après avoir réussi son industrialisation, devint l'économie dominante, dirigeant un Commonwealth au contenu très diversifié, avec plus de degré de liberté pour les colonies à peaux blanches (Australie, Etats-Unis et Canada) lesquelles obtinrent plus rapidement des degrés de liberté qui ont été à la source de leur développement économique.

La doctrine mercantiliste légitimise la guerre économique, mais aussi la guerre d'agression, car l'action politique doit renforcer le pouvoir de l'Etat. L'indépendance économique nationale est un objectif ultime de la politique économique, car elle est une condition du pouvoir d'un Prince, et elle peut être poursuivie au détriment éventuel de la richesse des citoyens. L'économie reste subordonnée à la sphère politique, dans un contexte d'unification politique interne des États et de conflits entre eux sur les questions commerciales et coloniales.

Les contestations philosophiques

Hugo Grotius (1583-1645) est à l'origine de l'idée d'un droit international, en formulant le principe selon lequel les océans et mers constituent un espace territorial commun à l'humanité qui donne toute liberté aux Nations de l'utiliser pour le commerce maritime. Il conteste la mise en place de la « loi du plus fort ». Certes, les Etats s'intéressent d'abord à leurs propres intérêts et à ceux de leurs sujets, mais dans l'espace de la Chrétienté la débauche de guerre des Etats européens les rapproche des nations barbares, sans aucune référence aux droits humains et au droit divin. Les causes des guerres sont nombreuses, notamment la propriété, les contrats, les successions au trône, les alliances et la puissance, mais des règles internationales pourraient réduire, à terme, l'usage des guerres par les

d'utiliser ces terres libérées en terres directement agricoles.

Rois.

Au XVII^e siècle, Thomas Hobbes dans le *Léviathan* (1651) présente une conception anarchique des relations entre les individus, et a fortiori entre les États. L'état de nature est caractérisé par l'absence de tout pouvoir politique et de lois et donc par un état de guerre permanent. L'homme est un loup pour l'homme, dans un système d'égalité des chances. Les individus vivent ensemble dans une situation d'insécurité permanente, et sont poussés par l'instinct de conservation à adhérer à un pacte social. Pour sortir cette situation de précarité violente permanente, les hommes créent une institution, l'Etat rationnel, chargé d'exercer la violence à leur place sur la base de règles collectives décidées par les hommes pour les hommes et non pas par un pouvoir divin. Ils abandonnent alors leurs droits naturels au profit d'un pouvoir monarchique absolu, même arbitraire ou despotique, garant de la stabilité sociétale et de la paix civile et internationale. Cependant, les États sont dans un état de guerre permanent, laquelle est même une condition de leur survie. La pensée de Machiavel et de Hobbes a inspiré la réflexion mercantiliste à une époque où les États se mettaient en place avec le Traité de Westphalie et où la discipline "religieuse" du christianisme était confrontée à des défis majeurs. Les facteurs économiques ne sont pas mentionnés dans ces analyses, si ce n'est pour souligner la nécessité d'un pouvoir économique suffisant pour faire respecter l'ordre, amasser le butin de guerre et disposer d'armes en cas de conflits armés. Ces idées restent fortes aujourd'hui, et la politique américaine du XXI^e siècle semble s'en inspirer.

Pour Spinoza²⁴ (1632-1677), la guerre est une compétence discrétionnaire de la souveraineté nationale. Le droit de guerre et le recours à la force pour régler les conflits constituent de fait une défaite du droit. Il n'existe pas de juge suprême capable de trancher les différends entre les Etats, surtout pas la religion qui doit être soumise aux lois des Etats applicables à tous les hommes, à charge pour elle de s'occuper des âmes en pratiquant la justice et la charité. La paix n'est pas la simple absence de guerre, c'est une vertu qui trouve son origine dans la force d'âme. L'inertie des sujets serviles, sans réaction, ressemble à celle d'un troupeau d'animaux. Une vie proprement humaine suppose l'application collective de la rationalité, une vraie force d'âme et une volonté collective des citoyens de la Cité. La non-agression entre les citoyens n'est pas nécessairement un signe de paix si elle est née de la terreur ou si elle conduit à la solitude par l'absence réelle d'association. La paix ne s'accorde pas avec la soumission, l'existence humaine ne peut se limiter aux fonctions biologiques nécessaires à sa survie. Contrairement à Hobbes, pour Spinoza le pouvoir absolu n'est pas une garantie de paix civile, la seule paix acceptable et durable suppose aussi la liberté des citoyens. La finalité de l'Etat, fondée sur la raison, réside dans sa capacité à assurer à chaque citoyen une existence proprement humaine en lui donnant les moyens d'exprimer sa

²⁴ Spinoza (1994), *L'Ethique*, Gallimard, Paris.

volonté et les vertus de son âme, d'empêcher toute forme de guerre civile et de le conduire vers un bonheur individuel et social accompli. L'Etat est d'autant plus puissant que ses citoyens sont libres d'exprimer leurs idées et de juger les pouvoirs civils ou religieux en place. Il faut constituer un état de droit, qui s'applique à chaque membre. Le jugement personnel d'un homme ne peut faire l'objet de répression de la part de l'Etat démocratique, mais les lois s'imposent à lui. De même aucune croyance religieuse ne peut devenir officielle dans un Etat, car tous les points de vue peuvent et doivent cohabiter. La tolérance est un principe absolu. En revanche, les actions qui portent atteintes à l'ordre public sont inexcusables et doivent être sanctionnées. Dans cette pensée spinozienne, la guerre sort du domaine étroit de l'économie.

Pour Locke²⁵, l'homme est avant tout un être social, inscrit dans la loi naturelle d'un monde pacifique. Il est naturellement tourné vers la bienveillance et la raison, mais cela n'empêche pas l'expression d'actions irrationnelles, soumis aux passions de l'ambition et de l'amour-propre. La guerre est une conséquence de l'imperfection de la nature humaine, mais la raison pousse les hommes à rétablir la paix. Cependant, un État conquis par la force ne peut jamais constituer une communauté politique durable, car il a besoin du soutien des citoyens. La pensée de Locke a directement inspiré la théorie physiocrate, qui présente une conception de la société régie par l'harmonie des intérêts de ses différents membres, ainsi que les théories économiques libérales, selon lesquelles la société est régie par un "ordre naturel", dans lequel l'État n'intervient pas. L'Etat ne peut cependant pas se maintenir tel quel s'il n'a pas le soutien des citoyens

Pour Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) la guerre n'appartient pas à l'ordre de la nature, mais de l'état social, lequel implique que la loi domine la force. La guerre est une relation d'Etat à Etat. Elle est un produit de la civilisation, qui s'inscrit dans la logique des rapports de force et d'intérêt. La tyrannie et la guerre constituent les deux plus grands fléaux de l'humanité. L'Etat n'est pas toujours la solution, notamment lorsqu'elle justifie les inégalités et la dépendance, facteurs de guerre civile. Si les hommes renoncent à leurs droits naturels au profit d'un Etat, celui-ci doit privilégier d'abord la recherche du bien-être de ses citoyens, puis la conciliation entre l'égalité et la liberté et enfin la création d'une religion civile. L'institution d'un gouvernement doit être l'expression d'une volonté générale, le contrat social suppose l'abandon définitif et total des droits naturels de chaque individu en échange des droits qui sont associés à la citoyenneté d'un Etat.. Le peuple reste tout-puissant, il contrôle le législateur, lequel aura pour objectif de défendre l'intérêt général contre les intérêts particuliers des groupements d'intérêts. La justice rompt avec le droit du plus fort. Rousseau ne croit pas à l'établissement d'un « droit international », car il est difficile de punir un Etat souverain. L'économie, même politique, n'est pas

²⁵ Locke, (1690, 1760), *The Second Treatise of Government*, subtitled *An essay concerning the True original Extent and End of Civil Government*, presented by P. Laslett, Cambridge University Press, Cambridge.

directement considérée comme une cause de guerre.

Les philosophes des Lumières vont critiquer le système mercantiliste. Dans *De l'esprit des lois* (1748), Montesquieu²⁶ considère que Commerce et Paix vont toujours de pair. Là où il y a commerce, les mœurs s'adoucissent et portent à la paix. Lorsque les Nations échangent des biens et services, elles se rendent mutuellement dépendantes. Dans ce cas, les raisons de la guerre s'estompent. Cette conception va progressivement l'emporter.

Le philosophe historien David Hume (1711-1776) conteste les thèses mercantilistes, en considérant que la guerre économique n'est pas une solution à la recherche de puissance de l'Etat, sauf à y ajouter les forces armées. Il considère les évolutions positives du Parlement dans sa relation avec le souverain, l'importance des questions religieuses et la révolution financière comme les piliers du développement économique de l'Angleterre. Les choix de la politique étrangère répondent souvent à la logique des rapports de forces internes. L'Acte de Navigation d'octobre 1651, par lequel les Anglais avaient l'intention de protéger leurs intérêts commerciaux et industriels, affaiblissait la puissante marine marchande hollandaise. Dans ce cas, la guerre entre les deux pays devient inéluctable et le traité de paix qui en résulte accroît le prestige international du pays vainqueur. Il s'agissait alors clairement d'une guerre d'intérêt économique. L'Angleterre était tournée vers la mer. Pour Hume, la question est de savoir ce qui est juste pour le bien-être ou la puissance d'un Etat, un choix qui appartient à la sphère politique, avec le soutien des forces armées dans le cas d'un conflit militaire. Cependant, la guerre ne constitue pas la solution à tous les problèmes politiques, même si elle ravive le patriotisme des citoyens ainsi que l'unité nationale, car son apparition constitue une défaite de l'homme civilisé. La compétition économique internationale conduit à de graves conflits entre les Etats. Des solutions communes devraient être recherchées avec la Hollande afin d'accélérer les progrès économiques²⁷.

Enfin, l'analyse d'Emmanuel Kant (1724-1804) résout le dilemme entre le matérialisme des économistes et l'idéalisme en suggérant que l'homme est libre et trouve en lui-même la loi morale qui guide son action. Les institutions sociales organisent le fonctionnement d'une loi générale fondée sur le libre arbitre de chaque individu. La théorie économique libérale fondée sur la propriété privée et le libre-échange constitue un progrès humaniste. Les guerres sont moralement injustifiables, mais elles sont un facteur du progrès des sociétés vers un état de civilisation parfaite, une fédération mondiale caractérisée par une paix universelle et durable. La guerre fait et défait les gouvernements, et remodèle les relations

²⁶ Montesquieu (1758, 1995), *De l'Esprit des lois*, Gallimard, 2 volumes, Paris.

²⁷ Avec ces guerres entre l'Angleterre et la Hollande, Londres a oublié son ennemi naturel, la France, son vrai rival avec l'importance de sa population, son papisme et la capacité de ce pays de modifier l'équilibre européen (balance of power). L'alliance de la France avec Londres était alors une erreur politique de Londres lors de la troisième guerre avec la Hollande.

internationales, contribuant à la réalisation de cet État unique, qui devrait être constitutionnaliste et fédéraliste. Le progrès humain peut donc être atteint par le recours à la guerre. La théorie de Kant a directement influencé l'école historique allemande, mais aussi, dans une certaine mesure, la pensée marxiste. Ces secousses guerrières cachent à court terme le fait que l'humanité entière est animée par un " but ", un " plan caché de la nature ". Ainsi, à très long terme, l'humanité atteindra la paix universelle.

L'économie libérale et classique, vers la fin de la guerre

L'analyse libérale et classique va s'imposer, avec des évolutions progressives dues principalement aux philosophes, pendant presque trois siècles. C'est avec l'ouvrage d'Adam Smith sur la Richesse des Nations en 1776²⁸ que la théorie classique de l'économie va s'imposer et modifier la relation entre le pouvoir politique et l'analyse économique. La guerre a souvent été jugée comme inscrite dans les gênes des hommes. Jusqu'à la publication de la Richesses des Nations d'Adam Smith, la théorie économique reposait principalement sur les études philosophiques, religieuses et mercantilistes. Avec Adam Smith, la recherche de la puissance du Roi n'est pas un objectif soutenable, car le libre-échange permet un développement économique généralisé. A ce titre, il condamne non seulement la guerre coloniale, mais aussi l'esclavage qui réduit la liberté de chaque individu.

La pensée économique dominante a ensuite évolué, mais elle a soutenu le capitalisme et l'économie de marché, considérant qu'elle constituait plutôt un système pacifiste et juste. Pour la théorie du libre-échange, l'économie oppose des concurrents, non des ennemis. La compétition économique cherche à produire et vendre, alors que la guerre a pour objet d'imposer sa loi sur les personnes ou les territoires pour y établir, en principe, une autorité durable, celle du vainqueur se substituant à celle du vaincu. Les entreprises des économies de marché cherchent d'abord à produire pour des consommateurs, à gagner des parts de marchés, à faire des profits en engageant des innovations multiformes qui sont des signes importants du progrès économique. En revanche, l'économie libérale est, par définition, une quête continue de puissance et de profits, motivée par les intérêts les plus ambitieux vers les plus sordides. L'économie libérale se présente en général comme « moralement » neutre, elle ne connaît, dans sa forme extrême, que l'utilité de l'essor des profits des firmes.

²⁸ Smith, A. (1776, 2000), *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, Edwin Cannan, Modern Library Paperback Classics. Coulomb, F. (1998), Adam Smith, economist of defence, *Defence and Peace Economics*, 9(1), 299-316). Fontanel, J. (1978), Présentations thématiques et formalisées de la Richesse des Nations *Revue Economique*, Mai 1978 (27 pages).

L'essor du capitalisme a conduit au développement de la théorie de Smith, selon laquelle le libre fonctionnement des mécanismes du marché et la libre initiative individuelle ("la main invisible") conduisent la société à un ordre naturel, où tous ses membres trouvent leur intérêt optimal. Les analyses physiocrate et classique affirment donc la primauté de la sphère économique et montrent la guerre comme un phénomène économiquement irrationnel. Les physiocrates soutiennent que les lois naturelles de l'économie sont liées à une volonté divine. L'harmonie et la paix universelle découlent de l'absence d'intervention du gouvernement dans la sphère économique. Comme le mercantilisme, la physiocratie légitime le pouvoir monarchique, car le roi est un représentant de Dieu. La puissance nationale est toujours présentée comme un objectif, mais elle s'obtient plus facilement par la paix que par les conflits armés.

Les classiques anglais défendent l'idée de l'existence de lois économiques qui s'imposent rationnellement à l'homme et dont le fonctionnement ne doit pas être entravé. En revanche, la sécurité nationale doit être prise en charge par l'État et constitue même, selon Adam Smith (1776), une condition préalable au fonctionnement de la "main invisible" (Coulomb, 1998a). Comme la défense appartient au champ d'action d'un État-contrôleur, et donc à l'économie publique, elle n'obéit pas aux mêmes règles que celles qui prévalent dans l'économie privée. Les questions de sécurité échappent en partie à l'analyse économique, à l'exception de la nécessité de constituer un trésor de guerre, dont la question de l'importance relative en temps de paix suscite quelques débats mineurs. Les relations économiques internationales sont justifiées par la loi des avantages comparatifs. Dans ce contexte, le développement des échanges est un facteur de paix. Certes, les classiques ne partagent pas tous de manière égale la croyance en la réalisation à long terme d'un monde prospère et pacifique par le libre jeu des forces du marché.

La guerre est aussi la conséquence d'intérêts particuliers des Nations, sans référence immédiate avec le concept de prédation. Adam Smith²⁹ avait déjà évoqué la possibilité que l'État soit incité à faire la guerre sous la pression de certaines classes ou d'intérêts particuliers. Il condamnait les guerres coloniales en invoquant l'action de la "main invisible". Ainsi, les politiques de conquêtes coloniales ont été réalisées sous la pression comme remède aux conflits dans le cadre d'une économie de libre marché et des commerçants. Adam Smith était contre le système commercial colonial établi par la Grande-Bretagne, le privilège protectionniste des propriétaires fonciers et l'esclavage. Les groupes intéressés par la guerre peuvent manipuler l'opinion publique pour la faire adhérer à une politique étrangère agressive, mais préjudiciable à l'intérêt public. Adam Smith a proposé le contrôle du bellicisme de l'État sur la base d'un financement de la

²⁹ Smith Adam (1776). *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*. London, 1776. London, Methuen and Co., Ltd., ed. Edwin Cannan, Fifth édition, 1904.
Fontanel, J. (2020) Le pacifisme de l'économie de marché à l'épreuve. Cahiers de l'Espace Europe

guerre par les impôts directs et non pas les emprunts, afin d'affaiblir le soutien éventuel de la population aux conflits armés.

Certains auteurs, dont Malthus (1798), se montrent même pessimistes quant à l'inéluctabilité de la disparition de la guerre sans contrôle politique de la population. De même, la réalisation dans le temps d'une économie statique suppose la fin de la guerre, mais aussi la disparition de la richesse excessive et de l'avidité pour l'argent. Ces différences reflètent l'intérêt persistant des économistes pour la compréhension et la discussion des problèmes liés à la défense, la sécurité, la guerre et la paix. Ainsi, bien que l'école mercantiliste ne soit pas complètement dépassée par l'analyse économique fondamentale des classicistes, cette dernière domine la pensée économique pendant des décennies. L'utopie pacifiste sous-tend l'émergence de nouvelles écoles de pensée économique. Elle se développe avec la pensée de J.B. Say et se poursuit ensuite tout au long de l'histoire de la pensée libérale. L'idéal de paix inspire également les économistes-réformateurs, comme les socialistes utopiques (Proudhon et Saint-Simon).

L'analyse néoclassique du XIX^e siècle a négligé l'étude des aspects économiques de la défense en qualifiant la défense de question politique. Certains néoclassiques abandonnent même l'idée que la défense des intérêts stratégiques nationaux peut justifier l'intervention de l'État dans l'économie, y compris les barrières douanières à des fins de représailles ou pour la protection de biens stratégiques. Walras s'est essayé à la philosophie politique, mais sans grand succès. Pour lui, la paix est un but ultime recherché par les économistes lorsqu'ils s'efforcent de découvrir les lois qui régissent le fonctionnement de l'économie. Fondamentalement, la connaissance économique est un facteur de paix universelle. Selon cette idée, la volonté de créer une science économique va progressivement éloigner la pensée économique de la réflexion philosophique, limitant sa substance à des généralités présentées comme des vérités inaliénables.

Le 19^e siècle a vu se développer de nouvelles idées, souvent peu rigoureuses, mais caractérisées par une vision pacifiste visant à guider l'humanité vers le bonheur. Ces idées étaient principalement en concurrence les unes avec les autres et elles débouchaient souvent sur la religion ou la volonté d'établir un nouveau système économique. Les analyses économiques qu'elles proposaient étaient donc plus normatives qu'analytiques. Les analyses marginalistes de Walras ou de Jevons plaçaient la guerre hors du champ de l'économie pure, pour les mêmes raisons que la sécurité nationale est placée hors du champ de l'économie. Il s'ensuit que les dépenses militaires sont un simple fardeau et que le concept de guerre ne peut être le résultat de calculs économiques, mais seulement de considérations politiques. La paix doit prévaloir, demain sinon aujourd'hui, grâce à l'avancée des connaissances économiques, sociales et humaines. L'ouverture des frontières doit conduire à la paix universelle. L'approche néoclassique, par sa

nature même, n'est pas destinée à intégrer la question de la défense. Le rejet des problèmes "politiques" comme étant hors de portée de l'analyse économique orthodoxe entraîne la négligence des études économiques concernant la défense, depuis le milieu du 19e siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale. La guerre n'est pas un sujet d'analyse économique. Pour les libéraux, les conditions de la paix libérale porte non pas sur l'égalité, mais sur l'équité dans le respect de la compétition et de l'apport productif effectif de chacun. L'ordolibéralisme aussi bien à l'UE qu'à la BCE, très fort en Allemagne, est fondée sur trois principes :

- L'économie de marché est le plus efficace des systèmes économiques, car les prix constituent des indicateurs essentiels justifiant les décisions rationnelles des agents économiques. Il est nécessaire de respecter la propriété privée, la liberté d'entreprendre, de contracter, d'échanger, de consommer et de prendre des risques en assumant ses responsabilités. La concurrence, libre d'accès, doit s'imposer, dans le cadre d'un maintien de la stabilité monétaire assurée par une banque centrale indépendante

- Ce système ne fonctionne pas automatiquement. Il a besoin de l'Etat pour mettre en œuvre les lois du libéralisme et pour veiller à leur respect. Cependant, l'équilibre budgétaire de l'Etat pour les opérations courantes doit être respecté et la dette publique n'est admise que pour le financement des investissements productifs.

- Il faut assurer la sécurité des transactions, mais aussi développer un principe de solidarité sociale en faveur des plus démunis ou des exclus du système.

Dans ce cadre, les tensions sociales et internationales tendent à disparaître et la paix devient alors la situation la plus probable.

Cependant, l'égalité dans les rapports internationaux est discutée et discutable, compte tenu de règles de fonctionnement qui ne sont pas neutres. Le système économique international est largement dominé et organisé par les grandes puissances et par les firmes multinationales. Dans ces conditions, l'émergence d'une vraie égalité paraît illusoire. Dans ce contexte, la paix libérale conduit à l'exacerbation des risques de conflit, car elle consacre la permanence des enjeux de puissance, la suprématie des intérêts individuels et la bonne conscience dans l'inégalité des hommes, des groupements humains ou des Nations. La question est enfin de savoir jusqu'à quel point les enjeux de puissance et des intérêts privés peuvent menacer l'intégrité du service public offert par les Etats. L'économie de marché est-elle capable de conduire à terme à la paix ? Cette question est toujours très débattue entre les tenants du libéralisme et les auteurs hétérodoxes ou marxistes. Pour Fukuyama, l'avènement planétaire de l'économie de marché conduit à la fin de l'Histoire. Depuis 1990, les guerres n'ont pas cessé et la question est même de savoir si les conflits et les guerres ne sont pas consubstantiels au capitalisme. Avec l'avènement d'un développement durable et la nécessité de lutter contre le réchauffement climatique, l'économie de marché

fondée sur le seul profit de court terme semble conduire à une fin de l'histoire, celle de la fin de l'humanité.

Les théories hétérodoxes contestataires du capitalisme

La domination de la pensée libérale en matière de paix a été remise en cause d'abord par les socialistes utopiques français et la pensée allemande. Les nombreux détracteurs de Marx ont alors cherché à supprimer le caractère politique de l'analyse économique. L'économie politique, donc, avec sa réflexion philosophique, tend à disparaître (en dehors du marxisme), pour être remplacée par une forme d'économie à caractère plus scientifique.

Les utopies socialisantes

Deux principaux mouvements utopiques - les "socialistes utopiques" et les "anarchistes", se sont développés pendant le XIXe siècle. Certains d'entre eux ont eu une influence importante, comme le comte de Saint-Simon (l'un des pères involontaires de la technocratie), Charles Fourier (le précurseur de l'associationnisme), Sismonde de Sismondi (l'un des fondateurs de la démocratie sociale), Constantin Pecqueur (le défenseur du collectivisme) et Michel Chevalier (qui a promu la technologie et le libre-échange). La pensée anarchiste a été développée principalement par Proudhon et Bakounine, et le premier a eu une énorme influence sur les intellectuels de son temps. Tous ces auteurs ont refusé l'épithète d'"utopistes", qui leur a été associée. Cependant, leurs idées n'ont pas réussi à être largement acceptées et la nature utopique de leur socialisme est bien prouvée.

L'ambition de Saint-Simon est de concilier la tradition religieuse avec les acquis de la révolution et l'existence de l'industrie. Bien qu'influencé par la loi du marché et les conceptions pacifistes de Jean-Baptiste Say (notamment la contradiction entre le bien-être et la guerre), Saint-Simon est également convaincu que la propriété est un privilège résolument injuste. Elle divise les hommes entre exploités et exploités, et elle conduit à une production anarchique, empêchant une utilisation optimale des facteurs de production. Il analyse la crise socio-économique de son époque comme le résultat d'une organisation précaire, dans laquelle l'individualisme et la concurrence entretiennent pernicieusement une société fondée sur l'isolement, la guerre et l'injustice. Pour Saint-Simon, toute guerre est nuisible à l'industrie, elle détruit les hommes et nuit à la production et au commerce. Le commerce est pacifique. Les conditions propres à l'industrie sont le libre-échange et la sécurité. Tous les conflits nuisent à la production, au genre humain et même à la nation qui sort victorieuse de la lutte armée.

L'histoire a un sens, celui de l'essor de l'industrie, à la recherche de périodes d'équilibre, caractérisées par l'harmonie entre le système politique, les institutions sociales, l'art et le système économique. Les périodes de crise sont des préparations à un nouvel équilibre. Avec le développement de l'industrie, la guerre et le pillage font place à la production, et le pouvoir passe des hommes de guerre aux hommes d'industrie. Le changement est d'autant plus inévitable que l'art de la guerre est influencé par le progrès technique et accélère cette évolution. Le système industriel (qui comprend toutes les formes de production matérielle, l'agriculture, l'artisanat, la manufacture, le commerce) est appelé à devenir la société de demain, transformant les rapports sociaux. La classe manufacturière doit occuper des positions dirigeantes de l'Etat. Le droit au travail est confirmé et chacun recevra selon ses capacités. Il existe une élite, une hiérarchie sociale. L'Etat ayant tendance à nuire à l'industrie lorsqu'il se mêle de ses affaires, l'administration publique doit être dirigée de façon bienveillante par les chefs de l'industrie. L'industrie entraîne le dépérissement de l'Etat, car la société n'est plus gouvernée, mais administrée. Les crises doivent être évitées par la planification, organisée par des chambres d'inventions, d'examen et d'exécution, composées de personnes compétentes et par une banque centrale puissante. La liberté, la paix et la force économique ne seront établies que lorsque le pouvoir politique sera entre les mains des hommes d'industrie. Les principes d'association devraient s'opposer à l'ascétisme chrétien et rétablir l'amour, les joies mondaines, le bien-être et l'équité. L'association doit remplacer l'antagonisme. L'objectif fondamental de la société est d'améliorer le plus rapidement possible le sort de la classe la plus pauvre, mais le gouvernement doit être la prérogative d'une élite. La société industrielle marque la fin de la lutte des classes et les conflits seront définitivement éradiqués.

Pour Saint-Simon, l'Europe aurait la meilleure organisation possible si chacune de ses nations, tout en restant gouvernée par un parlement national, reconnaissait la suprématie d'un parlement européen sur tous les gouvernements nationaux, investi du pouvoir de régler leurs différends. Il conçoit une alliance franco-britannique avec un parlement commun, une monnaie commune et le libre-échange, qui assurerait une paix propice au développement économique. La race européenne est supérieure aux autres races, elle doit donc s'étendre aux autres pays pour leur propre bien-être. Le monde sera constitué d'un seul peuple, sans nations.

Pour Charles Fourier, un despote bienveillant pourrait devenir le garant de la paix universelle³⁰. Il considérait que la pauvreté comme un désordre social scandaleux. La liberté promise par les révolutionnaires est une tromperie cruelle pour les faibles, car elle ne laisse aux pauvres d'autre alternative que de travailler

³⁰ Charles Fourier était sans doute un peu fou. En tout cas, son monde, peuplé de six lunes et d'anti-baleines attelées à des navires de mer dont l'eau aurait été transformée en limonade, développait un monde fantaisiste ou fantasmagorique. Cependant, son influence sur les socialistes utopistes a été très importante.

dur ou de mourir de faim. Les banquiers et les vouèrçants sont des vautours, qui pratiquent la tromperie pour réussir. Le moyen d'échapper à cette malédiction est de développer l'industrie, mais aussi de fixer un revenu minimum qui assure une existence décente aux individus, combat la pauvreté, réduit la criminalité et limite la croissance démographique par le phénomène de la capillarité sociale.

Dans sa société phalanstérienne idéale, le capital, l'argent et la propriété sont intégrés dans un système de participation à plusieurs niveaux. Il promeut une économie basée sur le travail agricole, suggérant un attachement à une sorte d'économie précapitaliste. Il estime qu'il vaut mieux réformer l'industrie, plutôt que l'État, car le progrès économique et social découle de la société civile. Il condamne les lobbyings auprès des pouvoirs étatiques, ce qui le rend méfiant à l'égard de la grande industrie et du système bancaire. Il n'est pas attiré par les idées collectivistes, car la doctrine égalitaire est l'ennemie de la diversité. La Providence est universelle, mais il existe un régime adapté à chaque nation. Fourier considère que les conflits entre les peuples feront place à l'unité et à la paix universelle. Les armées sont des "parasites sociaux", même si elles sont parfois nécessaires pour défendre un pays contre une menace. Le mépris de Fourier pour le "militarisme du tatarisme" lui fait préconiser la création d'armées productives, qui remplaceraient les armées destructrices, et effectueraient des travaux d'irrigation, de reboisement, de drainage ou de construction. Les trophées industriels devraient remplacer les lauriers de la victoire militaire.

Fourier développe un projet d'unification du genre humain, basé sur la conquête du monde entier par un "grand despote éclairé", qui dirigerait les affaires du monde et serait le régulateur suprême de l'industrie. La paix éternelle serait ainsi réalisée, principalement sous le contrôle éclairé de la France, qui dicterait ses excellentes lois à l'Europe, puis au monde entier. La guerre de conquête peut être une étape utile et nécessaire à la réalisation de la paix. L'émancipation des individus (notamment des femmes) favorise l'harmonie des intérêts individuels et collectifs, l'abolition des classes, l'organisation du travail collectivement utile, le développement de toutes les facultés et les bonnes relations entre les nations. Toute morale mutilé l'homme. La liberté se mesure au degré de soumission à la raison. Plus l'homme est esclave de ses sens, plus il est libre. Le système phalanstérien pourrait soutenir une armée productive, qui embellirait la Terre, ne laissant aucune place au pouvoir et au despotisme avec des armées et des polices à leur disposition. Ce nouveau modèle d'organisation sociale signifiera la fin des guerres et des discordes civiles.

Pour le disciple de Fourier, Benjamin Constant, la paix et un ordre stable ne sont réalisables que si les ouvriers et les industriels peuvent s'assurer à la fois le bien-être matériel et la dignité morale. La paix - condition préalable au bien-être - est incompatible avec la pauvreté et les relations coercitives dans l'économie. Le système de la libre association peut être un instrument pour l'unification des peuples, qui est le but suprême de l'humanité. La création d'une véritable institution européenne apporterait de grands avantages économiques en

multipliant les forces productives des différents peuples, en supprimant les barrières commerciales et en mettant en œuvre la liberté d'échange avec de grands bénéfices communs. Seule la libre association dans les phalanstères, dans le cadre d'une économie (ou d'une société) européenne (voire mondiale) unifiée, conduit à la paix universelle.

Pour Constant Pecqueur, père du socialisme collectiviste français, la guerre nuit à la prospérité des peuples, même pour le vainqueur. Elle est le résultat de l'exploitation des hommes qui découle du droit de propriété privée. Il préconise l'expropriation, sans violence, des propriétaires des moyens de production et la nationalisation des biens d'équipement. Il appelle de ses vœux une association mondiale unique et cosmopolite, l'État devenant le seul propriétaire du capital et le seul employeur, tandis que tous les citoyens devraient être des fonctionnaires. L'économie sociale et la politique de l'humanité entière seraient fondées sur la fraternité, la liberté, l'égalité, l'unité et la solidarité. Il cherche à concilier l'idéal socialiste avec le devoir militaire, en recommandant la fin de l'obéissance aveugle du soldat. À la suite de Fourier, il réclame à la fois une armée active et travailleuse (et non oisive et coûteuse), assurant à la fois la sécurité nationale et la prospérité et l'établissement d'un pouvoir mondial unique qui mettrait fin aux restes de rivalités et de guerres. Cependant, il prône la justice et la solidarité universelle et s'oppose donc au concept de pouvoir fort. Il est favorable au développement d'associations solidaires, à la création de tribunaux internationaux et d'une ligue des nations. Pecqueur a deux conceptions de la paix universelle, l'une fondée sur une refonte du système social, l'autre sur une réorganisation politique de l'humanité. La mise en œuvre d'une politique de libre-échange contrôlée doit favoriser le progrès social vers une fusion européenne et une fédération des nations. Un marché commun, géré par un Congrès chargé d'équilibrer les intérêts économiques généraux, supprimerait les interdictions, les restrictions ou les règles restrictives dans les échanges entre pays. Seul le Congrès aurait le droit de faire la guerre ou la paix, et de conclure des alliances. Toute politique qui vise la paix doit promouvoir les liens commerciaux, faisant des intérêts des nations des intérêts communs. Les unions douanières sont un pas vers la paix, à condition que les nations concernées aient atteint le même niveau de développement. Un certain niveau de protectionnisme peut donc être temporairement justifié (concept listien). Il s'oppose enfin à la doctrine communiste originaire qui conduit également à l'exploitation des meilleurs éléments et à une égalité réductrice absolue.

Pour Michel Chevalier, le libre-échange est un facteur de paix. Il s'agit de substituer un ordre industriel à un ordre militaire. Il condamne la lutte des classes de Karl Marx, rejette l'analyse malthusienne de la guerre en termes de surpopulation, et en appelle à l'harmonie et au consentement des producteurs. Il s'oppose au maintien des armées « oisives » et propose même une organisation

industrielle de l'armée. L'armée deviendrait une école dispensant une éducation générale et une instruction professionnelle, de sorte que la production et la création seraient privilégiées par rapport à la destruction. La liberté des échanges commerciaux et le développement des voies de communication favorise l'émergence d'une économie mondiale, condition de la paix dans le monde. Chevalier va convaincre Napoléon III des bienfaits du libre-échange et son nom reste attaché au traité commercial signé avec la Grande-Bretagne en 1860. Michel Chevalier propose la création d'un "Système méditerranéen", véritable association des peuples situés autour de la mer Méditerranée, comprenant une liaison ferroviaire entre l'Est et l'Ouest, les Etats membres s'engageant dans un programme commun de travaux industriels. La Confédération méditerranéenne donnerait un grand élan à l'industrie. L'association universelle ne se fera que lorsqu'il y aura justice pour tous les partis, classes, races et sexes. Cosmopolites par nature et par vocation, les banquiers pourraient jouer un rôle pacifique dans la croissance de la production et devenir les meilleurs catalyseurs d'une fédération européenne, un rempart solide contre les tentations de la guerre.

Proudhon refuse de ne compter que sur l'action révolutionnaire violente pour amender la société. Il croit à l'efficacité des réformes pacifiques. Il estime que l'économie est indissociable de la politique. Dans le capitalisme triomphant, les lois économiques sont parfois en contradiction formelle avec la justice. La division du travail est le plus puissant moteur de l'industrie, mais elle conduit à l'aviilissement moral des travailleurs, à l'exploitation et à la création d'une classe de serfs. L'injustice se produit dans l'échange. De plus, l'État croit à la perversité originelle de la nature humaine, à l'inégalité naturelle des conditions de vie, à l'inévitabilité de la pauvreté, au caractère sans fin de l'antagonisme et de la guerre. L'État maintient le peuple dans l'ignorance, et la démocratie n'est rien d'autre que la plus déplorable tyrannie de la majorité. L'État n'est en fait qu'un comité chargé de gérer les affaires de l'ensemble de la bourgeoisie. Il y a une exploitation de l'homme par l'homme, définie d'abord par le célèbre slogan "la propriété, c'est le vol", qu'il transformera ensuite en rejet anarchiste de l'État. La question de la propriété est la question sociale essentielle. Elle détermine l'organisation politique, administrative, militaire, familiale, religieuse et philosophique. La propriété provoque une concurrence hautement destructrice, elle conduit aux crises économiques, aux inégalités, au chômage, à l'oppression, à la tyrannie, car elle ne peut prévaloir sans la force. L'intervention de l'État entraîne des effets pervers. Si le gouvernement fait de sérieux efforts pour aider les classes laborieuses, un cercle vicieux apparaît : pour échapper à l'effet de l'intervention de l'État, les capitalistes créent davantage de pauvreté en déplaçant leurs activités vers des lieux où leurs investissements peuvent encore créer de la valeur. En délocalisant leurs activités, ils aggravent la pauvreté, qui s'étend progressivement à toutes les couches de la société.

Si la propriété privée est un vol, elle est aussi un rempart contre l'État et la réduction de la liberté individuelle. Cependant, la nationalisation des facteurs de production ne fait qu'augmenter le nombre de personnes qui perçoivent une rente de l'État et grossir les rangs des fonctionnaires. L'étatisme crée des monopoles qui nuisent aux intérêts des travailleurs. L'État centralisé est un instrument d'exploitation et d'asservissement. Proudhon prône la fin de l'État. Pour Proudhon, la guerre est à la fois divine dans ses origines et ignoble dans l'accomplissement de ses fins. L'homme doit se battre pour faire ses preuves et mériter des récompenses. La vie humaine est une guerre permanente avec le besoin, avec la nature, avec les pairs et avec elle-même. L'homme est un animal de combat. L'assimilation après la conquête est nécessaire et elle passe par la pacification par la force. Bien que la guerre semble avoir des causes politiques, les véritables causes sont économiques. "La cause première, universelle et constante de la guerre est le manque de moyens de subsistance. En définitive, la cause originelle de toute guerre est le paupérisme." La guerre est due au paupérisme (ou pauvreté anormale, excessive), notion qui doit être distinguée de celle de pauvreté (définie comme une loi de la nature et de la société, et comme la condition humaine normale). La guerre est de plus en plus industrialisée. Les États choisissent d'entretenir des armées professionnelles car les milices nationales ne peuvent suivre le développement des armes à feu et l'industrialisation de l'armement. Proudhon s'oppose donc à la notion de forces armées "productives", qui réalisent des travaux d'utilité publique, tendant à réduire les capacités guerrières de l'individu, de la société et de l'État. Proudhon développe alors le concept de guerre économique, qui remplacera la guerre par les armes.

La lutte contre le paupérisme passe d'abord par l'éducation publique, le travail et la tempérance. La société mutualiste de Proudhon (proche du mutualisme) cherche à préserver la justice, la liberté et l'indépendance. Elle repose sur trois idées : la possession remplace la propriété ; le mutualisme règle la distribution par l'échange naturel ; le crédit est gratuit. Il appelle à la création de sociétés ouvrières chargées de la production de richesses, utilisant les machines comme les soldats utilisent leurs armes pour vaincre le paupérisme. La stratégie du champ de bataille est remplacée par celle de la concurrence "belliqueuse", où les victoires produisent des droits. La paix est ainsi fondée sur le droit économique.

La disparition des conflits armés dépend de la suppression de leur cause commune, à savoir les gouvernements des rois et des dictateurs, qui s'affrontent continuellement. Les États, qui sont des créations politiques plutôt que des phénomènes naturels, tendent à la conquête, limitée seulement par la force de leur adversaire. Dès 1852, Proudhon développe le concept d'une Union européenne, qui éliminerait le risque de formation de grandes puissances rivales. Comme d'autres socialistes français, il imagine que la Confédération sera faite par et pour la France, qui est garante de la civilisation et de la lutte contre le paupérisme. Les États fédérés d'Europe ne visent pas la création d'un super-État, mais d'une

confédération d'États souverains et indépendants, capable de regrouper des pays séparés et disjoints. Pour Proudhon, le fédéralisme mutualiste est un facteur de justice et de paix sociale. Chaque groupe "linguistique et racial" reste maître de son territoire et se gouverne sur la base de la mutualité. Les groupes se protègent mutuellement contre les ennemis extérieurs et les dangers de la tyrannie intérieure, ils se conseillent mutuellement et s'entraident pour développer leurs activités économiques respectives. L'anarchie supprime toute exploitation et, par conséquent, toute velléité de guerre.

Les écoles allemandes

Les grands économistes des 18^e et 19^e siècles sont aussi des philosophes. En gros, ils nous rappellent que l'économie nécessite une certaine conception de l'homme et de la société. Dans ce contexte, la guerre fait partie de la fibre de l'humanité, mais elle est aussi essentielle à l'économie. Les théories hétérodoxes ont cherché à modifier ou à supprimer le capitalisme, lequel n'a pas éradiqué les guerres mondiales, les conflits économiques entre États ou l'exploitation de type esclavagiste des travailleurs. Les économistes de l'impérialisme ou du socialisme ont condamné la guerre économique de la concurrence exacerbée de grandes entreprises, soutenues plus ou moins secrètement par la puissance militaire et économique des États développés d'origine. Dans ces conditions, la guerre est inscrite dans les fibres du capitalisme.

Le philosophe allemand J.G. Fichte (1762-1814), attribue à l'État le rôle central dans la vie nationale. Le peuple doit être mobilisé pour servir les objectifs supérieurs de la nation et l'autarcie est plutôt recommandée. . Toutes les relations commerciales avec les autres pays doivent être réduites. L'exaltation d'une action collective fait de Fichte un apologiste de la nation allemande et de sa mission civilisatrice. Le mercantilisme et le libéralisme sont donc également rejetés, au profit d'une forme de "socialisme d'État", dans une société autarcique, dans une société planifiée, organisée par l'État, qui ressemble étrangement au communisme soviétique.

Friedrich Hegel (1770-1831) développe une théorie de la violence comme étape nécessaire du processus de transformation sociale, inspirant, avec le matérialisme historique de Feuerbach, la pensée marxiste. La guerre construit l'humanité. L'économie n'est qu'un moyen ou un état de choses qui favorise ou non l'émergence de l'humanité.

La suprématie libérale est confrontée à deux défis majeurs de nature différente, provenant d'Allemagne. Friedrich List (1841) rejette d'abord la forme "britannique" du libéralisme, fondée sur le refus d'analyser et même de reconnaître l'existence de rapports de force dans une Europe encore divisée, dans

laquelle la nation allemande n'a pas encore trouvé sa place. Pour lui, le libre-échange favorise la première puissance économique de l'époque au détriment des autres nations, dont les frontières naturelles ne sont pas encore établies. Dans ces conditions, il nie l'application des règles du marché définies par Adam Smith et le fonctionnement de la "main invisible". Il insiste sur les rapports de force entre nations ainsi que sur le développement inégal des forces productives. List est le précurseur de l'école historique allemande, qui place les questions de défense et d'affirmation de l'économie nationale au premier plan de l'analyse économique, préconisant des barrières protectionnistes et l'utilisation de la force militaire comme des outils économiques. La paix universelle reste un objectif souhaitable, mais elle ne sera effective que lorsque tous les pays du monde auront atteint le même niveau de développement économique, et pourront s'unir dans une large confédération. List propose une nouvelle forme de mercantilisme, mêlant la puissance politique et militaire des Etats aux objectifs de développement économique. A une époque où la pensée libérale est dominante, l'analyse de List remet en cause l'ordre défini par le pouvoir britannique. A la suite de son analyse, une autre théorie entre en scène et bouleverse les formats établis de la connaissance économique, une théorie qui se présente comme le principal concurrent du libéralisme, tant dans l'analyse "scientifique" que sur le terrain politique et militaire.

Karl Marx a développé sa théorie sur la base de la lutte des classes et du matérialisme historique, mettant en avant une philosophie empreinte de présupposés qui conduiront à des lois économiques sur le fonctionnement du capitalisme. Marx (1867) et Engels (1878) contestent la nature pacifique du libre-échange, en soulignant l'existence d'une guerre industrielle mondiale au coût humain énorme. Ils ont trouvé le conflit au cœur même du capitalisme, sous la forme de la lutte des classes. Les contradictions économiques sous-tendent toute forme de production, et tous les phénomènes politiques, y compris la guerre, découlent de ces contradictions. La loi d'évolution des systèmes passe de l'économie primitive, au mode de production asiatique, à la féodalité, puis au capitalisme, lequel débouchera à la suite d'une révolution au socialisme dont la forme achevée devient le communisme, où toutes les personnes seront polyvalentes, égales et libres. Le capitalisme est tellement contradictoire qu'il va disparaître de lui-même ; du fait de la baisse et l'égalisation tendancielle du taux de profit qui conduit à l'augmentation de la plus-value, facteur important de la paupérisation relative et absolue des prolétaires. L'économie et la politique sont inextricablement liées. La guerre est une étape préparatoire à la révolution et à l'établissement du communisme. Les théories de l'impérialisme accordent une place importante aux conflits, au colonialisme et au pouvoir des États et du capital. L'inévitabilité de la guerre reflète les contradictions économiques internes du capitalisme, qui ont conduit à son extinction, principalement par le développement de tendances révolutionnaires au sein de la société.

L'école historique allemande a repris les principes du mercantilisme, favorable à une intervention économique de l'État, au soutien public à l'économie d'un pays et aux vertus des guerres lorsqu'elles permettent de promouvoir l'intérêt national. À cet égard, elle insiste également souvent sur les vertus de la guerre pour la promotion de l'intérêt national. Pour l'école historique allemande, la guerre est parée de mille vertus, dont celui du développement des forces productives³¹. Pour Sombart³², la révolution industrielle européenne et le système capitaliste ont été les fruits de la guerre. Les besoins militaires du conflit armé ont créé les conditions préalables au développement du capitalisme en favorisant :

- la constitution de grands marchés, avec la centralisation des commandes et la consommation de masse,
- l'incitation à l'industrialisation et à la concentration industrielle,
- l'encouragement à l'innovation technologique, à la standardisation, à la recherche des économies d'échelle et à l'organisation rationnelle du travail,
- l'amélioration de l'esprit de compétition et la recherche du profit,
- l'apprentissage de la discipline sociale par les armées modernes,
- l'essor du secteur financier, par la gestion de l'endettement militaire de l'Etat.
- la formation de nouvelles fortunes,

Le recours aux rapports de forces et l'essor du capitalisme constituaient des moyens efficaces de renforcement de la cohérence des Etats en construction. En retour, l'Etat a favorisé le développement du capitalisme. Proche de la mentalité guerrière, l'esprit d'entreprise, né de la passion de l'or et de l'argent, s'exprimait aussi dans des expéditions militaires, qui permettaient d'arracher par la violence ce qu'il était difficile d'obtenir par d'autres moyens. La guerre est un mal nécessaire au développement économique d'un capitalisme. Aujourd'hui le capitalisme se vit comme une évidence, mais commence quand même à laisser échapper ses insuffisances, notamment dans les domaines de l'écologie, de l'environnement, du climat, mais aussi des inégalités de revenus et de puissance entre les pays ou en rapport avec un groupe d'industries.

La mondialisation d'aujourd'hui n'est pas un phénomène nouveau. Le processus de mondialisation a connu un essor considérable à la fin du XIXe siècle, avec un relent guerrier de la colonisation et du partage du monde, ce que Lénine théorisa sous le terme d'impérialisme. A l'époque, la plupart des économistes libéraux analysaient ce processus comme un facteur de paix. Engels fut le seul à exprimer la fin de ce « type de mondialisme capitaliste » par une grande guerre

³¹ Pour le poète allemand Schiller, « L'homme dégénère dans la paix./ Le calme paresseux est le tombeau du courage/.../ Mais la guerre fait surgir la force/Elle élève tout à l'extraordinaire/Au lâche lui-même elle donne le courage ».

³² Sombart, W. (1886), *Le socialisme et le mouvement social au XIXème siècle*, Payot, Paris. Sombart, W. (1913), *Le bourgeois*, Payot, Paris, 1926. Sombart W. (1932), *L'apogée du capitalisme*, Payot, Paris.

mettant aux prises les grandes nations industrielles, dans une guerre mondiale très meurtrière qui ne négligera aucun Etat. Cette première mondialisation s'est achevée en 1914 avec la Seconde Guerre Mondiale, que seul Friedrich Engels avait annoncé les grands méfaits. La théorie marxiste rejette le libéralisme et considère le capitalisme comme le fondement même de la guerre.

La pensée économique de la guerre du XXe et XXIe siècle

L'apport de la théorie keynésienne se retrouve dans la formulation de modèles macroéconomiques, qui cherchent à montrer l'impact des dépenses militaires sur les économies nationales. Ces systèmes formalisés sont également utilisés pour évaluer les bénéfices économiques que l'on peut attendre d'un désarmement ou d'un réarmement, selon un certain nombre d'hypothèses testées. Les différentes extensions contemporaines de la théorie marxiste et de l'impérialisme contribuent à la compréhension des phénomènes liés à la défense. Le secteur militaire est considéré comme un élément central du fonctionnement du système capitaliste, comme garant du pouvoir sans partage du capital. Enfin, un courant " néo-mercantiliste " développe le concept de guerre économique. Dans un contexte d'internationalisation croissante des économies, et de polarisation des relations économiques internationales, les conflits économiques tendent de plus en plus à remplacer les conflits militaires ou à les compléter. La figure 1 met en évidence certaines relations significatives entre les principales écoles de pensée économique sur les questions de guerre et de paix⁵.

Cette négation de la paix libérale a été fortement renforcée par l'analyse marxiste qui considère que la paix ne peut émerger qu'avec la fin du capitalisme et les avènements successifs du socialisme et du communisme. Face à cette nouvelle pensée alternative, le courant marginaliste proposait d'étudier scientifiquement l'économie et de supprimer les pièges politiques et militaires, par lesquels les questions de guerre et de paix faisaient leur entrée. Cependant, les faits se sont montrés récalcitrants et les guerres mondiales du vingtième siècle n'ont pas encore trouvé d'explications économiques plausibles. Les deux conflits mondiaux ont sapé le pouvoir doctrinal de la théorie économique libérale et favorisé l'émergence d'analyses alternatives, qui cherchent à tirer les leçons de l'histoire. Les défis économiques posés par la gestion et les conséquences du conflit ont été étudiés par de nombreux économistes célèbres, tels que Pigou, Wicksell et Keynes. L'affaiblissement du capitalisme démocratique, face au fascisme et au communisme, a conduit d'éminents économistes comme Keynes et

Schumpeter à s'interroger sur sa pérennité. Avec la théorie keynésienne, l'État n'est plus considéré comme le simple reflet de la somme des intérêts individuels. Le droit même de mener une politique publique appropriée a été attribué à l'État. Les nouvelles initiatives actuelles en matière d'économie de la défense sont en partie dues à cette évolution théorique. L'économie de la défense s'intéresse désormais à la production d'armes, aux dépenses militaires et aux relations économiques internationales.

Deux conceptions du rôle de l'économie dans l'émergence des guerres sont désormais prédominantes dans la théorie économique. D'une part, le conflit est exclu du champ de l'analyse économique et la paix est considérée comme inhérente au libre fonctionnement des forces du marché ; d'autre part, le conflit est inscrit au cœur même de l'analyse et la paix est considérée comme ne pouvant être obtenue que par une remise en cause du système capitaliste établi.

Pendant la guerre froide, une analyse néoclassique a appliqué les méthodes de la microéconomie, complétées par de nouveaux apports de la théorie des jeux, à l'analyse de l'opposition entre deux systèmes. Des modèles de course aux armements ont formalisé le comportement stratégique de deux États antagonistes en opposition, et la théorie des alliances a été développée. Le développement de nouvelles techniques d'analyse (y compris des modèles formels et des tests empiriques) et l'enrichissement de la théorie néoclassique (par exemple, les apports de la théorie des jeux) ont permis de mieux comprendre les mécanismes qui sous-tendent la militarisation à grande échelle des économies occidentales et de mesurer l'impact des dépenses militaires sur le développement économique. Cependant, les résultats de cette analyse ne sont pas toujours significatifs lorsqu'ils sont appliqués au monde (pas toujours confirmés par les faits).

La sécurité et la défense sont des fonctions régaliennes, et constituent des biens publics indéniables et incontestés. Aucun État ne peut donc entreprendre une quelconque démarche dans le domaine économique sans considérer son impact sur la défense et la sécurité nationale, et en tenant compte de la propension à la prédation, qui a été à l'origine de conflits armés. En raison de l'importance des ressources allouées à la défense nationale, qui a parfois été considérée comme le principal moteur du développement des prélèvements obligatoires, il est difficile de traiter les dépenses militaires uniquement sous l'angle de la charge qu'elles représentent par rapport à l'économie pacifique du bien-être. Le champ de l'analyse de la paix et de la défense peut être élargi et intégré à l'ensemble des instruments économiques de promotion des intérêts nationaux, tels que les mesures de politique commerciale ou les barrières à l'importation. Il est important d'éviter l'écueil d'une analyse des relations internationales fondée uniquement sur le concept de "guerre économique", car cela revient implicitement à admettre que les États n'ont rien d'autre en commun que des conflits et que la solidarité n'a que peu de fondements. Cependant, il existe un réel décalage entre la réalité

économique et le développement de la théorie économique orthodoxe, qui a eu tendance à écarter la question des conflits comme étant hors du champ de l'analyse économique qui ne s'intéresse qu'aux lois du fonctionnement idéal des marchés. La mondialisation économique est une caractéristique essentielle des relations internationales. L'interdépendance économique croissante des économies nationales et l'effondrement du bloc de l'Est semblent éloigner définitivement le spectre du conflit entre les grandes puissances et représenter le triomphe, annoncé au XVIIIe siècle, du libéralisme sur le mercantilisme, et de l'économie sur la politique. Mais en réalité, l'analyse de la défense est plus présente aujourd'hui dans l'analyse économique qu'elle ne l'a jamais été auparavant. Les instruments de la guerre économique sont aujourd'hui comparés à ceux de la guerre militaire. Il existe une relation étroite entre la puissance économique et la puissance militaire des États. La course aux armements entre les États-Unis et l'Union soviétique reflétait des facteurs stratégiques, mais il s'agissait aussi d'une "guerre économique" dans un sens très réel, comme en témoigne l'effondrement de l'économie soviétique, épuisée par l'effort de soutenir un effort militaire exceptionnel pendant plus d'un demi-siècle sur la base d'un niveau de développement inadéquat. En outre, le rôle important du complexe militaro-industriel dans les décisions économiques des États est souvent souligné, même si les règles de l'Organisation mondiale du commerce excluent toute question relative à la sécurité nationale.

D'abord, pour les tenants de la théorie de la globalisation, les interdépendances économiques croissantes tendent à réduire l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie. La généralisation des règles du marché constitue un facteur de solidarité et de paix. L'idée de la pacification inéluctable des relations internationales par l'essor du commerce international remonte aux origines de la théorie classique, pour laquelle la multiplication des interdépendances économiques, fondées sur les principes du marché, accroît la prospérité économique de chaque nation participant aux échanges, tout en conduisant à la diminution du rôle économique de l'État. Dans cette logique, le politique devrait s'effacer progressivement devant les impératifs économiques. Cette conception constitue aussi une volonté d'affirmation d'une science économique comme discipline propre, non polluée par les préoccupations politiques de court terme.

Trois postulats de base accompagnent les développements de la théorie dominante. D'abord, le développement du commerce international, dans le respect des valeurs libérales, est un facteur de paix, laquelle paix est la situation normale de l'économie de marché. Ensuite, l'amélioration de la connaissance de la science économique favorise à la fois le développement économique et le désarmement. Enfin, l'économie internationale a subi des transformations structurelles irréversibles, qui remettent en cause le rôle économique de l'État, et

donc toute manifestation de « guerre économique » (et même de guerre militarisée). La fin du rôle économique des États est inscrite dans la logique pacifique et plutôt bienveillante du libéralisme proposé par les fondements du capitalisme. Dans ces conditions, la lutte contre la course aux armements constitue d'abord un refus des idées nationalistes, mercantilistes, socialistes ou communistes. Il s'agit d'empêcher que ces idées non libérales ou militaristes, fondées sur l'exercice de la puissance d'Etat, conduisent à court terme à une guerre, qui ferait régresser les perspectives de paix contenues dans l'économie de marché.

La remise en cause de la théorie économique dominante (issue du marxisme mais aussi de la pensée keynésienne) contribuera à approfondir l'analyse de la guerre et du rôle du secteur militaire dans les sociétés capitalistes modernes. Plus intéressant encore, la fin du 20^e siècle a vu une résurgence des idées mercantilistes sur le concept de "guerre économique". Les horizons à long terme, qui prévalaient avant le 20^e siècle, ont laissé place à des analyses à court terme, avec des résultats parfois contradictoires. Bien qu'elle ne soit jamais prouvée, la "main invisible" est censée conduire à la paix, non pas aujourd'hui, mais demain, dans le "futur radieux" promis. Quand Marx nie la cohérence du capitalisme et sa capacité à être pacifique, il n'en est pas moins convaincu que le communisme inaugurerait une ère de paix éternelle. En d'autres termes, les économistes ont généralement toujours été à la recherche de la paix, qui ne peut être assurée que par une organisation économique adéquate. Ils sont des adeptes de la paix. L'analyse de la guerre, de la paix et de la défense est, parfois involontairement, au cœur de réflexions essentielles sur les fondements de l'économie, ses objectifs, son organisation et les résultats attendus. Or, aujourd'hui, l'économie manque d'âme. Elle n'est plus capable de se ressourcer en puisant dans les riches filons de la réflexion philosophique sur les véritables fondements de l'économie et, en somme, sur son propre rôle.

Références et bibliographie

- Aristote, *Ethique à Nicomaque*, Ellipse, Paris, 2001.
- Aristote, *La Politique*, Vrin, 1995.
- Bensahel, L., Fontanel, J. (1992), *La guerre économique*, *ARES*, Vol XIII.
- Bodin, J. (1576, 1993) *Les Six Livres de la République*, Le Livre de Poche n°4619. Librairie générale française, Paris.
- Coulomb, F. (1997) *La révolution keynésienne: une conséquence inattendue de l'analyse de la sécurité internationale de l'entre-deux guerres*. *Cahiers de l'Espace Europe*.
- Coulomb, F. (1998) *Adam Smith, economist of defence*. *Defence and Peace Economics* 9(1) 299–316.
- Coulomb, F. (1998), *Les théories économiques de la guerre, de la paix et de la défense*, Thèse Grenoble, 10 décembre.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2000) Disarmament in the next millennium. *Defence and Peace Economics* 11(1)105–125.

Coulomb, F. Fontanel, J. (2000), Puissance des Etats et globalisation économique, *Ares, Défense et sécurité*.

Coulomb, F., Fontanel J. (2003) Disarmament, a century of economic thought. *Defence and Peace Economics*,

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), The economic thought on war and peace, *The UNESCO Encyclopedia of Life*, Paris.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), Disarmament: a century of economic thought, *Defence and Peace Economics*, 14(3), 193-208.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2008), The birth of the political economy or the economy at the heart of politics. Mercantilism, *Defence and Peace Economics*,

Coulomb, F., Fontanel, J. (2012). War and Capitalism.. The marketing of war in the age of neo-militarism, 59, Gouliamos, K., Kassimeris, D. Routledge.

Davenant, C. (1697) Discourse on the public revenues and on trade. In *Mercantilism, the Shaping of an Economic Language*, Volume III, Routledge.

Desanti, D. (1970), *Les socialistes de l'utopie*, Petite Bibliothèque Payot, Paris.

Engels, F. (1878) *Antidüehring*. Paris: Editions sociales. [SEP]

Fontanel, J. (2005) *La globalisation en analyse*. Géoéconomie et stratégie des acteurs. L'Harmattan.

Fontanel, J., Henriques, P. (2007), *A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores*. Piaget Institut, Lisboa.

Fontanel, J. (1978), Présentations thématiques et formalisées de la Richesse des Nations, *Revue Economique*, Mai 1978 (27 pages)

Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), The genesis of economic thought concerning war and peace, *Defence and Peace Economics*, Vol. 19(5), October.

Fontanel, J., Hébert, J-P., Samson, I. (2008), The birth of the political economy or the economy in the heart of politics: Mercantilism, *Defence and Peace Economics*, Vol. 19(5), October.

Fontanel, J., Chatterji, M. (2008), *War, Peace and security*, Emerald Gr. Publ ;

Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), Genesis of economic thought concerning war and peace, *Defence and Peace Economics*,.

Fontanel, J., Bensahel, L., Echinard, Y., Coissard, S. (2008), French utopian socialists about peace and security, *Defence and Peace Economics*

Fontanel, J. (2017), Les Etats-Unis, sanctuaire du capitalisme. Un siècle de leadership américain en question. PSEI, *Paix, Sécurité Européenne et Internationale*, n°7. Nice.

Fontanel, J. (2019), Différends, conflits et guerre économiques, *PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, n°11.

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), *L'arme économique du droit extraterritorial américain*, Hal-02144089. CNRS.

Fontanel, J. (2019) Les analyses philosophiques et économiques des liens entre la guerre et l'économie jusqu'en 1776. Hal-02314440

Fontanel, J. (2019), Les nouvelles stratégies de la guerre économique, *Les Cahiers de l'Espace Europe* n°21

Fontanel, J. (2020) Le pacifisme de l'économie de marché à l'épreuve. *Cahiers de l'Espace Europe*

- Fourier, Ch. (1982), *Oeuvres complètes*, Ed. Anthropos, Paris.
- Hobbes, T. (1998 [1651]) *Leviathan*. Oxford: World's Classics.
- Lapidus, A. (1996) Introduction à une Histoire de la pensée économique qui ne verra jamais le jour. *Revue Economique* 4(July)867–892.
- List, F. (1857) *Système national d'économie politique*. Capelle Ed. Paris
- Locke ([1960] 1690) *The Second Treatise of Government*, Cambridge University Press.
- Machiavelli, N. (1961 [1513]) *The Prince*. London: Penguin Books.
- Magnusson, L. (ed.) (1994) *Mercantilism, the Shaping of an Economic Language*. London, New York: Routledge.
- Malthus, T.R. (1798) *An Essay on the Principle of Population*, London, printed for J. Johnson, in St. Paul's Church-Yard
- Montchrestien, A. (1615), *Traité de l'économie politique*, Paris 1889.
- Montesquieu (1758, 1995), *De l'Esprit des lois*, Gallimard, 2 volumes, Paris.
- Pecqueur, C. (1842), *Des armées dans leurs rapports avec l'industrie, la morale et la liberté*, Paris.
- Platon, *La République*. Folio Essai, Gallimard, Paris, 1993.
- Platon, *Les lois*, Folio Essai, Gallimard, Paris, 1997.
- Proudhon, P.J. (1846), *Système des contradictions économiques ou philosophie de la misère*, Guillaumin, Paris.
- Proudhon, P.J. (1861), *La guerre et la paix, Recherches sur le principe et la constitution du droit des gens*, Michel Lévy frères, Paris., Marcel Rivière, Paris.
- Marx, K. (1867) *Le capital*. Paris: La Pléiade, 1968
- Montchrestien de, A. (1615) *Traicté de l'économie politique*, Edition Plon. Paris: Nourrit et Cie, 1889
- Mun, T. (1664) English treasure by foreign trade. In *Mercantilism, the Shaping of an Economic Language*, Volume I, edited by Lars Magnusson. London, New York: Routledge.
- Saby, B., Saby, D. (2016), *Compétitivité, mercantilisme et guerre économique*. L'Harmattan, Paris.
- Saby, B., Saby, S. (2019), *La science économique, paravent de la guerre économique ; Annuaire Français des Relations Internationales..*
- Silberner, E. (1939), *La guerre dans la pensée économique du XVIe au XVIIIe siècle*, Ed. Sirey, Paris.
- Smith, A. (2000 [1776]) *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*. Edwin Cannan, Modern Library Paperback Classics.
- Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1985), The Economics of Exporting Arms, *Journal of Peace Research* 2(3).
- Smith, R., Fontanel, J. (2008), International security, defence economics and the powers of Nations, in « *War, Peace and Security* » Emerald, Bingley, UK.
- Sombart, W. (1886), *Le socialisme et le mouvement social au XIXème siècle*, Payot, Paris.
- Sombart, W. (1913), *Le bourgeois*, Payot, Paris, 1926.
- Sombart W. (1932), *L'apogée du capitalisme*, Payot, Paris
- Spinoza, B. (1677, 1994), *L'Ethique*, Gallimard, France.